

MOU**VEMENT**
DU NID
FRANCE

Abolir le système prostitueur

RAPPORT ANNUEL 2023



AGIR SUR LE TERRAIN
UNE COURSE DE FOND POUR L'ÉGALITÉ



« Entendre des personnes expliciter ce qu'est le système prostitutionnel a été une découverte dingue. Je pouvais enfin analyser, faire des liens et sortir de la culpabilité. Seule, on reste avec ses croyances, sur des prétendus choix, des prétendus dysfonctionnements. »

Daria, survivante

« Ce que je dois au Mouvement du Nid ? La vie. L'espoir de vivre, l'espoir de revivre. J'étais au fond de l'océan. Il faisait noir. C'est le mouvement du Nid qui m'a aidée à remonter. Une bouée, une main tendue qui ne m'a plus lâchée. Qui m'a fait comprendre que c'était possible. »

Laurence Noëlle, survivante



« Les exploiters ciblent stratégiquement les jeunes vulnérables, en particulier les enfants placés, car ils et elles sont plus faciles à manipuler, en raison de leur histoire de violences subies, traumas et négligences, et de leur peu d'accès aux besoins primaires : abri, vêtement, affection, souvent les trafiquants remplissent les vides dans les vies de ces enfants. Ils savent où sont les foyers, et y guettent leurs cibles, dans un but de recrutement »

National Center For Youth Law, in CAP international

Crédits illustrations – Tous les visuels sont la propriété du Mouvement du Nid, à l'exception de : Marc Helleboid (p. 12) ; Anouck Everaere et Margot Raymond (p. 13) ; Bearboz (p. 16) ; Agence Bergamote, Agence Vingt-Cinq (p. 26) ; Alexandra Gonzalez (p. 30) ; Cap international (p. 49).

SOMMAIRE

MOUVEMENT DU NID-FRANCE

Une association de terrain, un mouvement de société !	6
Quelques chiffres clés	7
Charte associative	8
Mot de la présidente	10



AVEC LES PERSONNES PROSTITUÉES

La rencontre : rompre l'isolement prostitutionnel	12
L'accompagnement : soutenir les personnes prostituées et développer des alternatives	16
Former les professionnel·les, créer une culture commune afin de mieux accompagner, repérer et prévenir le phénomène prostitutionnel	20

CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUEUR

La prévention auprès des jeunes : informer et sensibiliser les jeunes générations	24
La sensibilisation du grand public : faire évoluer les mentalités	30
Le plaidoyer : obtenir la mise en place de véritables politiques publiques abolitionnistes	36

MOUVEMENT DU NID-FRANCE

Une gouvernance dynamique et participative	40
Coordination nationale et dynamique de Réseau	44
Des volontaires et des donateur·rices mobilisés	48
À l'international	49
Trombinoscope du Mouvement du Nid	50



PRESSE

Communiqués de presse nationaux	52
Sélection de presse	58

Mouvement du Nid-France : une association de terrain, un mouvement de société !

Association reconnue d'utilité publique, bénéficiant des agréments ministériels « éducation populaire », « éducation nationale », « service civique » et « parcours de sortie » dans 17 départements, le Mouvement du Nid agit dans une trentaine de départements. Le Mouvement du Nid est une association abolitionniste de terrain et un mouvement de société.

La première association de terrain agissant sur les causes et les conséquences de la prostitution

Dans **25 délégations** et **3 antennes** à travers la France, nos militant·es ont rencontré **4 322 personnes prostituées** en 2023, sur les lieux de prostitution et lors des permanences d'accueil. Ces échanges, ce travail mené en commun avec les personnes prostituées donnent tout son sens à notre combat : le droit à ne pas être prostitué·e.

Le Mouvement du Nid-France, avec ses partenaires, accompagne les personnes prostituées face aux difficultés de leur vie quotidienne, elles qui affrontent un véritable déni de leurs droits (accès à la justice, aux soins, à la sécurité sociale). Lorsque les personnes prostituées entreprennent des démarches pour quitter la prostitution, il est également présent à leurs côtés. En 2023, **1 800** personnes prostituées ont bénéficié d'un accompagnement individuel dans leurs démarches.

Un mouvement de société portant un projet ambitieux et libérateur

Le Mouvement du Nid-France étend sa réflexion à l'ensemble du système prostitutionnel qui viole les droits humains et à ses causes collectives et individuelles. Nous voulons construire une société abolitionniste, citoyenne et solidaire, qui ne réduise pas les êtres humains à l'état de produits de consommation.

Le Mouvement du Nid-France forme des professionnel·les de l'action sociale dans de nombreux domaines : justice, police, emploi, médiation sociale, santé. Ainsi, en 2023, **1 047 professionnel·les** ont été formés.

Nous intervenons aussi en prévention auprès des jeunes. Le Mouvement du Nid-France réclame une réforme ambitieuse de l'éducation à la sexualité et à l'égalité, dès l'école primaire et tout au long du parcours éducatif. En 2023, nous sommes intervenus en prévention auprès de **19 412 jeunes**.

Nous sensibilisons également l'opinion et les élu·es pour faire évoluer les mentalités et orienter les politiques publiques. L'année 2016 a été marquée par une grande victoire : l'adoption de la loi du 13 avril renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. En 2023, nous avons agi en réseau avec de nombreux partenaires pour la mettre en œuvre : **62 associations** se sont réunies autour de l'appel Abolition 2012 initié en 2011. **Le collectif est toujours actif aujourd'hui.**

La prostitution

Le terme « prostitution » renvoie souvent à la seule personne prostituée qui se livrerait à un rapport sexuel contre une rémunération. Nous préférons parler du « système prostitueur », qui organise l'achat et la vente de l'usage du corps d'autrui et de sa sexualité. Ses acteurs sont les proxénètes et les « clients » prostitueurs.

Une atteinte à la dignité humaine : Notre société interdit d'assimiler le corps humain à un objet marchand. Pourtant, sous la contrainte économique, les prostitueurs accèdent au corps de la personne prostituée. Le système prostitutionnel exploite les victimes de rapports de force : les plus pauvres (d'ici, ou d'ailleurs avec le trafic d'êtres humains), les victimes du racisme et du sexisme (les personnes prostituées sont souvent des femmes, les prostitueurs sont des hommes).

Un obstacle à l'égalité femmes-hommes, une violence sexiste : Le système prostitutionnel garantit aux hommes ce que la condamnation du viol leur a retiré : la possibilité de disposer du corps des femmes sans tenir compte de leur désir. La répétition d'actes sexuels non désirés, est une violence, aux répercussions physiques et psychologiques graves.

1937

Rencontre à Paramé-Saint-Malo entre Germaine Champion, malade alcoolique et prostituée et le Père André Marie Talvas. Cette rencontre marque la fondation du projet de l'association.

1945

Création du premier lieu d'accueil pour femmes prostituées à Fontenay-aux-Roses.

1951

Création de la revue trimestrielle Moissons nouvelles (Prostitution et Société en 1989).

1971

Création d'une nouvelle association « Le Mouvement du Nid ».

1943

Début de l'activité d'accueil de personnes prostituées à Paris par une petite équipe autour d'une ouvrière, Maggy Boire, et André Marie Talvas.

1946

Création de l'association « L'équipe du Nid », qui donne naissance la même année à « L'Amicale du Nid ».

1955

Début de la constitution dans plusieurs métropoles régionales de délégations de l'association.

1986

Le Mouvement du Nid est reconnu d'Utilité Publique.

Notre action 2023 en quelques chiffres clés

4 322

contacts établis
dont **66** sur Internet

1 800

personnes
accompagnées
dont **131** en PSP

1 047

professionnel · les
formés

19 608

jeunes sensibilisés

6 066

personnes
sensibilisées

2

campagnes de plaidoyer

3

mobilisations nationales

28 délégations

400 bénévoles

32 salarié · es

1989

Le gouvernement décerne au Mouvement du Nid le label « Campagne d'intérêt général ».

2004

Réalisation de la première enquête nationale sur les clients de la prostitution.

2009

Création de la Bande Dessinée « Dérapages » pour la prévention du clientélisme. Lancement d'une série de sept colloques sur « Les politiques publiques et la prostitution ».

2016

13 avril 2016 : la loi de renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel est promulguée une semaine après le vote à l'Assemblée nationale en dernière lecture, après 3 ans de navette parlementaire. La France rejoint les pays ayant adopté une loi globale d'abolition, ou « modèle suédois ». Pour le Mouvement du Nid, c'est l'aboutissement de nombreuses années de plaidoyer !

1996

Réalisation de la Bande Dessinée « Pour toi Sandra » pour la prévention auprès des jeunes.

2007

Le Mouvement du Nid se prononce pour l'inversion de la charge pénale, c'est-à-dire l'interdiction de l'achat d'un acte sexuel.

2010

Le Mouvement du Nid obtient la reconnaissance de la prostitution comme violence faite aux femmes dans le cadre de la « Grande cause nationale » sur les violences faites aux femmes.

CHARTRE ASSOCIATIVE DU M

ADOPTÉE EN ASSEMBLÉE

Identité



Le Mouvement du Nid, association de terrain et mouvement de société, agit en soutien aux personnes prostituées et en opposition au système prostitueur qui exploite leur précarité et leurs vulnérabilités. Il travaille sur les causes et les conséquences de la prostitution. Présent dans plusieurs dizaines de départements auprès de plusieurs milliers de personnes prostituées, l'association est reconnue d'utilité publique et bénéficie des agréments d'État Éducation populaire et Éducation nationale.

Nos actions



Le Mouvement du Nid déploie ses actions autour de six priorités :

Pour le soutien aux personnes prostituées :

- La rencontre régulière sur les lieux de prostitution avec plusieurs milliers de personnes prostituées.
- L'accueil et l'accompagnement global des personnes prostituées et leur entourage, le développement d'alternatives à la prostitution, et le soutien vers la sortie de prostitution.
- La formation des professionnel.le.s et des bénévoles pour un meilleur accompagnement.

Contre le système prostitutionnel et ses complicités :

- La prévention auprès de plusieurs dizaines de milliers d'adolescent.e.s et de jeunes pour construire une sexualité libre de tout rapport marchand.
- L'information et la sensibilisation du grand public pour changer les mentalités et les regards.
- Le plaidoyer politique et judiciaire pour faire évoluer et appliquer les politiques publiques.



Abolir le système prostitueur

Mouvement du Nid - Secrétariat
Tél. : 01 42 70 92 40 - nidnational@mouvementdu

MOUVEMENT DU NID FRANCE

GÉNÉRALE LE 5 JUIN 2016



Convictions et missions

Témoin des réalités quotidiennes de la prostitution, dépositaire des témoignages et récits de vie de milliers de personnes prostituées, convaincu que le système prostitutionnel est un obstacle majeur à l'égalité femmes-hommes, une violence en soi, et une atteinte à l'intégrité et à la dignité de la personne humaine, le Mouvement du Nid milite pour l'abolition du système prostitutionnel et l'avènement d'une société libérée de l'exploitation marchande de la sexualité.

Ayant obtenu en 2016, après de nombreuses années de mobilisations, l'adoption d'une loi abolitionniste qualifiant la prostitution de violence, l'association veut contribuer au recul effectif de la prostitution et à sa disparition par la réduction de la demande, la prévention des entrées dans la prostitution, et le développement d'alternatives réelles et durables permettant une sortie de prostitution.

Née au cœur du christianisme social des années 1930, l'action militante du Mouvement du Nid s'inscrit dans le champ des grands combats humanistes, et notamment féministes, pour l'égalité, l'émancipation individuelle et collective, la justice et la solidarité. Le Mouvement du Nid est une association abolitionniste indépendante de toute structure politique ou religieuse.



Éthique de fonctionnement

Le Mouvement du Nid fonde son action sur la rencontre avec les personnes prostituées. Il place le respect de la personne et son émancipation au cœur de toutes ses actions. Il apporte un soutien inconditionnel, et en dehors de tout jugement, à toutes les personnes prostituées qui en font la demande.

Mouvement relais, notre association développe des partenariats avec les acteurs de l'accompagnement social. Elle tisse aussi des liens avec les associations partageant son projet de société.

Pour mener à bien son action, le Mouvement du Nid mobilise des militant.e.s, des bénévoles et de salarié.e.s. Ils agissent dans l'esprit des statuts, dans le respect du règlement intérieur, et selon les orientations votées chaque année en Assemblée générale.

Le Comité national (CA) de l'association est composé de militant.e.s du Mouvement, issus d'une délégation départementale, et élu.e.s par l'Assemblée générale.



Une expertise de terrain unique, un combat pour la dignité, l'égalité et la justice

L'année 2023 a été rythmée par une intense mobilisation du Mouvement du Nid, qui s'est attaché à apporter ses connaissances des réalités du système prostitutionnel afin de nourrir l'élaboration de la stratégie gouvernementale sur la prostitution. Nous avons aussi répondu présents au fil de la concertation mise en place par le gouvernement et la MIPROF pour l'élaboration du nouveau plan de lutte contre la traite des êtres humains.

Cette mobilisation, coûteuse en énergie et en temps, nous l'avons acceptée sans hésiter, car nous savons que notre association peut apporter des analyses et des connaissances de terrain irremplaçables afin d'éclairer les débats et faire le relais des histoires de vie des personnes que nous accompagnons.

Vous pouvez apprécier ce point de vue en parcourant les pages du présent rapport annuel, qui illustre nos actions de l'année 2023. Vous verrez que toutes les exigences que nous portons auprès de la puissance publique – à commencer par le fait de reconnaître les personnes en situation de prostitution victimes d'un système de violence qu'elles aient des papiers ou non, et de déplacer enfin la responsabilité sur les « clients » acheteurs de sexe – nous les mettons en œuvre à notre niveau, dans une exigence de dignité et de justice.

Nos équipes salariées et bénévoles – dans une complémentarité qui donne tant de sens à nos actions – font face, avec ténacité et ingéniosité, aux situations d'urgence et construisent des liens avec les personnes prostituées d'égal·e à égal·e. L'accompagnement fourni par les équipes du Mouvement du Nid est remarquable dans son approche globale, au plus près des personnes et dans le respect de leur temporalité et de leurs aspirations.

Pour nous, il est indispensable qu'au delà des besoins élémentaires, une personne ait aussi accès à des activités artistiques, culturelles, sportives, car c'est une clé pour regagner son autonomie et s'autoriser à imaginer pour soi un avenir libéré de la violence prostitutionnelle.

Ces principes portés par le Mouvement du Nid demeurent au centre de nos actions, loin des logiques comptables et malgré le nombre croissant de sollicitations, la montée en charge des PSP, la technicité et l'exigence des dispositifs.

En 2023, nous avons aussi donné naissance à notre premier site conçu pour le jeune public. Marqué par l'éducation populaire, inspiré par notre méthodologie pour la prévention et l'éducation à la sexualité, « Y a quoi dans ma banane » a touché son public grâce à sa fantaisie, son approche résolument positive et ses jeux qui permettent aux jeunes de s'interroger sur l'éventuelle présence de violence dans leurs relations.

Nous avons confirmé notre statut d'acteur de la formation des professionnel·les du secteur social, grâce à un catalogue dont le succès ne se dément pas.

Nous sommes toutes et tous fier·es du dynamisme, de la créativité et de la pugnacité dont nous savons collectivement faire preuve ! Comme ce rapport le démontre, c'est tout un projet de société que nous portons, une société sur un pied d'égalité entre les femmes et les hommes, dans laquelle les violences sexistes et sexuelles ne trouveront plus de place.

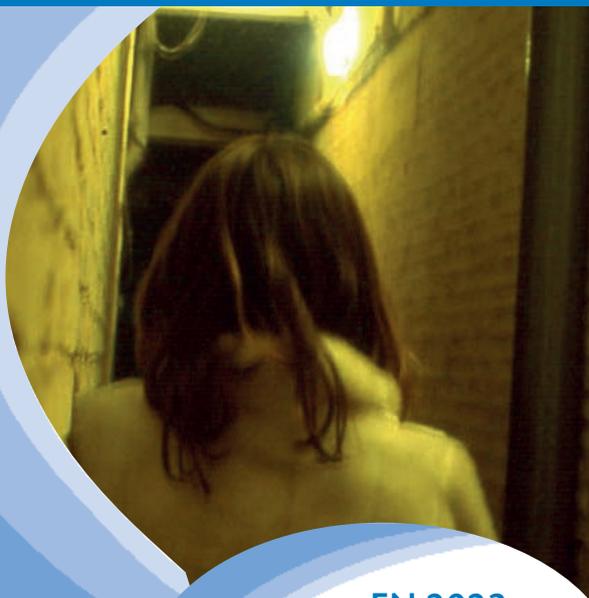
Claire Quidet,
Présidente nationale du Mouvement du Nid-France

A woman with dark hair, wearing a black leather jacket, is looking back over her right shoulder towards the camera. She is standing on a street at night, with blurred lights from cars and buildings in the background. The image is framed by a large, stylized white and blue graphic element that resembles a speech bubble or a large letter 'C'.

AVEC LES PERSONNES PROSTITUÉES

Depuis sa création il y a 80 ans, le Mouvement du Nid agit avec et auprès des personnes prostituées

La rencontre : rompre l'isolement prostitutionnel



EN 2023

470 sorties dans l'année
3 000 heures de bénévolat
4 322 contacts établis

Depuis la naissance du projet du Nid, il y a plus de 80 ans, sa pensée, sa méthodologie et son action se sont construites avec les personnes prostituées. C'est auprès d'elles que le Mouvement du Nid a pu comprendre le système prostitutionnel, ses causes et ses conséquences. C'est avec elles qu'il a pu concevoir ses actions de soutien, d'alternatives et de prévention.

La plupart des personnes prostituées sont très isolées. Certaines n'ont même plus aucun contact avec le monde extérieur à la prostitution : rupture familiale, rupture sociale... Dans ce contexte, le Mouvement du Nid est souvent la première étape vers une resocialisation. Nos membres se rendent sur les lieux de prostitution (trottoirs, bois, routes, hôtels) et développent de nouvelles formes de rencontres (forums, SMS, petites annonces) afin d'atteindre les personnes les plus isolées, notamment sur Internet. Beaucoup de nos délégations départementales proposent également des permanences régulières, où l'on peut être reçu·e sans rendez-vous.

Nous proposons notre aide inconditionnelle à chaque personne, issue ou non de la traite, française ou étrangère, quels que soient son sexe ou son identité de genre.

Cette activité n'a pas pour objectif d'apporter des biens ou des services (chocolat ou café, denrées alimentaires, préservatifs, consultations...) car nous voulons proposer une relation entièrement gratuite et sans contreparties : ainsi, les personnes que nous abordons peuvent accepter ou refuser l'échange avec nous en toute liberté.

Ce sont les bénévoles qui vont à la rencontre des personnes prostituées. Le bénévolat permet un lien particulier avec elles, sur un registre différent et complémentaire de celui des travailleurs sociaux. Ces relations que nous établissons ne sont pas formalisées par un contrat imposé par une institution ; elles se basent uniquement sur la confiance et la volonté des personnes, sur notre implication personnelle et la leur.



2023, LA RENCONTRE EN UN COUP D'ŒIL

La rencontre est au cœur de l'action du Mouvement du Nid, elle nous offre une connaissance des réalités de la prostitution transmises par les premières concernées, à qui nous proposons de partager un moment d'échange et de solidarité (p. 13). Grâce à notre action de rencontre, nous pouvons remplir notre mission principale : créer un lien, une relation gratuite et désintéressée avec les personnes. Les lieux publics traditionnellement dévolus à la prostitution (trottoirs, bois...) accueillent toujours des personnes, et sont le théâtre de violences incessantes (p. 14). L'essor de la prostitution dite « logée », en hôtel, via des appartements loués, ne se dément pas. Nous nous sommes adaptés à cette évolution rendue possible par la banalisation des sites de petites annonces en ligne, les applis de messagerie... au tournant des années 2010 (p. 15).

Créer et maintenir un lien, la base de notre action

Aujourd'hui, les sollicitations des « clients » passent massivement par internet, via les réseaux sociaux, les plate-formes d'échange de contenus et les sites de petites annonces. Pour autant, les lieux physiques « traditionnels » – parkings, trottoirs, bois... – restent encore investis par les personnes prostituées, de même que les hôtels et appartements loués. Pour s'adapter à cette nouvelle réalité du terrain, nos membres diversifient leur approche. L'ambition première n'a pas varié : rompre l'isolement délétère qui emprisonne les personnes.

Une relation fondée sur la gratuité et la liberté

Même un simple échange – « Bonjour, comment allez-vous ? » – permet déjà de matérialiser, aux yeux des personnes prostituées que nous rencontrons, la possibilité d'une relation entièrement gratuite et sans contreparties, c'est-à-dire l'exact contraire de leur quotidien dans la prostitution.

« Nos bénévoles se mobilisent dans une démarche "d'aller vers" qui consiste avant tout à manifester une présence et une disponibilité, sans imposer l'échange, toujours avec bienveillance et sans jugement, sans aucune autre intention que de rompre l'isolement lié à l'activité prostitutionnelle, d'ouvrir une porte que les personnes saisiront ou non, le moment venu », explique la délégation du Val-de-Marne qui a rencontré près d'une



centaine de personnes en 2023, essentiellement aux abords du Bois de Vincennes. « Il s'agit de proposer une relation humaine entièrement gratuite », résume Claire, responsable de la délégation. « C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ce sont des bénévoles qui réalisent cette action de rencontre. »

Nous pouvons les aider pour répondre à leurs besoins élémentaires (premiers soins et préservatifs, denrées alimentaires), si elles nous en font part au fil de la discussion, mais ce n'est pas l'objet de notre action de rencontre. En n'offrant aucune « gratification » pour le temps qu'elles nous accordent, nous tendons vers une plus grande liberté, pour elles, d'accepter ou de refuser le dialogue que nous proposons.

Grâce à la rencontre, les bénévoles appréhendent sur le terrain la réalité de la prostitution, loin des idéologies ; la complexité de l'itinéraire des personnes, les violences qu'elles subissent quotidiennement et l'enfermement dont elles sont victimes. « La rencontre est la première source de nos activités et de notre pensée », déclarait Christine Blec, éducatrice spécialisée et ancienne présidente du Mouvement du Nid, à l'occasion de la parution du numéro spécial de notre *Prostitution et Société* consacré à 80 ans d'actions du Mouvement du Nid. Au fil des ans, en particulier depuis l'avènement d'Internet, qui multiplie les possibilités de mises en contact avec les « clients » prostitueurs, les bénévoles doivent s'adapter, en permanence, à de nouveaux défis.

Un quotidien précaire et violent, aggravé par le sentiment d'impunité des « clients » prostitueurs

À Lyon et dans les environs, la prostitution « de rue » reste très présente. En 2023, la délégation du Rhône, organisée en binômes bénévoles, s'est employée à couvrir l'ensemble des lieux de prostitution de rue dans l'agglomération lyonnaise (Gerland, Perrache, Artillerie), de jour comme de nuit, ainsi que sur les routes rayonnant autour de la cité, dans



LA PROSTITUTION SUR INTERNET, TENDANCE LOURDE DEPUIS TROIS DÉCENNIES

Désormais, selon l'Office central de répression de la traite des êtres humains (OCRTEH), 90 % de l'activité prostitutionnelle se déroule dans des lieux privés, les « clients » prostitueurs prenant rendez-vous par téléphone et Internet. L'usage des télécommunications par les proxénètes est ancien (le Mouvement du Nid était en contact, dès le début des années 80, avec des personnes faisant paraître des annonces par Minitel !) il s'est fortement accru depuis les années 90. Internet présente de nombreux avantages pour l'organisation et l'exploitation de la prostitution d'autrui : des coûts dérisoires, en toute impunité. Les « clients » prostitueurs, avec une discrétion totale, accèdent à des catalogues en ligne, choisissent une femme et reçoivent par SMS un numéro de chambre d'hôtel. Le décorum est étudié pour attirer de nouveaux « clients » prostitueurs, des hommes qui n'auraient pas imaginé recourir à la prostitution « de rue » et qui ont une image plus valorisante des « escortes » achetées sur le Web.

Avec arrière-pensée, les adversaires de la loi de 2016 l'accusent d'avoir incité les personnes prostituées à quitter « le trottoir » pour les annonces en ligne. En réalité, nous l'avons vu, cette tendance bien antérieure à la loi obéit à une recherche de rentabilité par les proxénètes. Grâce à la loi de 2016, les réseaux agissant sur Internet sont de plus en plus ciblés par la police et des « clients » utilisant ce moyen de contact ont été interpellés.

un rayon de presque 60 km, en direction de Paris, Tarare, Bourg-en-Bresse, Satolas, Bourgoin, Valence.

Ce travail titanesque leur a offert de rencontrer près de 500 personnes – des femmes dans leur très grande majorité – au fil d'une centaine de sorties. La plupart sont de nationalité étrangère, en situation régulière ou non. Elles viennent de Guinée équatoriale, Nigéria, Cameroun, Roumanie, Bulgarie, Albanie et d'Amérique latine (République Dominicaine, Brésil, Colombie). Lors des échanges, ces femmes témoignent de leur exposition à la violence notamment des « clients ».

La violence des « clients » proxénètes, la précarité et l'abandon des personnes sont aussi des constantes que connaît bien la délégation d'Avignon.

Son équipe a repris l'activité de rencontre en 2023, au fil de 16 sorties (« à pied ou à vélo, ce qui nous différencie des autres associations qui viennent en voiture ») leur offrant de rencontrer plus de 80 personnes. « Nous rencontrons beaucoup de femmes dans des utilitaires ; elles viennent à Avignon d'Espagne pour quelques semaines. Elles ont aussi souvent été prostituées à Lyon. Elles subissent une très grande précarité, logeant à bord de leur camionnette, n'accédant qu'occasionnellement à des sanitaires ».

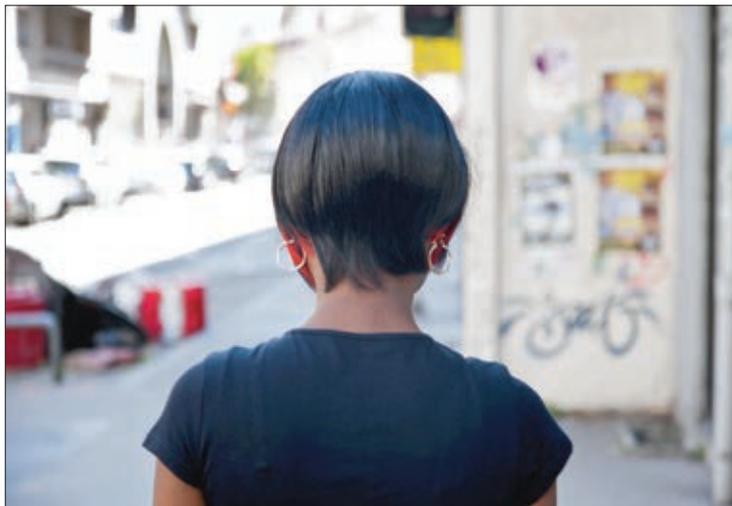
À la suite d'un arrêté municipal, elles ont dû s'installer dans un autre quartier d'Avignon, plusieurs d'entre elles se faisant confisquer leur véhicule. « Le réseau a été impacté financièrement... mais ce sont surtout les personnes qui en ont pâti, avec un stress supplémentaire », dénonce l'équipe.

Une situation d'autant plus injuste que ces personnes subissent de fréquentes agressions et humiliations des « clients ». « Le comportement des clients proxénètes autour de leurs véhicules est très violent. Une d'entre elle a été agressée en mai 2023, ce qui a conduit à un dépôt de plainte et un accompagnement de notre part pour l'accès aux soins nécessaires suite aux traumatismes (séquelles oculaires en particulier). Les agresseurs n'ont cependant pas été inquiétés et ont importuné plusieurs fois leur victime depuis ». Le sentiment d'impunité est total : ils viennent en groupe, importunent les bénévoles et les empêchent de parler aux personnes.

Outre ces personnes à bord des camionnettes, l'équipe rencontre également des Nigérianes, qui cachent les flyers des bénévoles et écourtent les échanges – « elles agissent comme si elles étaient observées ».

À **Toulouse**, grâce à une vingtaine de sorties nocturnes dans un quartier de la ville traditionnellement fréquenté par les « clients », l'équipe a rencontré 30 personnes, en majorité des femmes, victimes de traite. Elles sont pour la plupart d'origine nigériane ou des pays de l'est de l'Europe (Bulgarie, Roumanie, Albanie). Même constat dans le **Val-de-Marne**, où l'équipe rencontre essentiellement des femmes étrangères, certaines, de plus en plus nombreuses, à bord de camionnettes et faisant des circuits entre la France, l'Espagne, l'Italie... ce qui complique évidemment l'établissement d'une relation suivie. Côté « clients », l'équipe note qu'au cours de l'année la police n'est venue qu'une fois les interpeller.

Toutes ces actions répondent à la préoccupation, omniprésente, d'entrer en contact avec un maximum de personnes, de briser l'isolement construit par les proxénètes.



Les forêts, les nationales perdues au fond de la campagne, les abords du périphériques parisiens sont de véritables prisons pour les personnes prostituées qui s'y retrouvent dans le dénuement et sans soutien possible. En ville, les chambres d'hôtel et les locations saisonnières jouent le même rôle.

Ce lien s'est maintenu en 2023, grâce aux bénévoles qui ont arpenté les rues, parkings, routes départementales, bois... de nombreux départements où l'association est présente : outre les délégations déjà citées, des rencontres ont été organisées dans les **Alpes-Maritimes**, le **Doubs**, l'**Eure-et-Loir**, les **Hauts-de-France**, la **Haute-Garonne**, le **Haut-Rhin**, l'**Hérault**, l'**Indre-et-Loire**, le **Maine-et-Loire**, la **Moselle**, la **Seine-Maritime**, le **Var**, le **Vaucluse** et l'**Île-de-France**...

La rencontre initiée via Internet, faire face à l'isolement

Internet rendant possible la sollicitation des « clients » proxénètes sans avoir besoin d'une présence dans l'espace physique, la prostitution en hôtel ou dans des appartements loués par le biais de plate-formes spécialisées a explosé ces dix dernières années. « L'évolution de l'activité prostitutionnelle suit bien sûr les mêmes tendances que l'ensemble de la société, et se déplace de plus en plus sur Internet, à travers de nombreux sites d'annonces », note la délégation du **Val-de-Marne**. « Sur le département du **Maine-et-Loire**, c'est 450 annonces par jours en moyenne. Une grande majorité de la prostitution se déroule dans des lieux clos : appartements airbnb ou hôtels », constate l'équipe basée à Angers, qui rencontre les personnes sur leurs lieux de prostitution, après avoir initié un contact via WhatsApp. Notre association bénéficie désormais d'une forte expérience de plusieurs années de la prise de contact avec les personnes prostituées via des petites annonces diffusées sur des sites internet. Les bénévoles et salarié·es se sont adaptés, et la rencontre devient possible.

En 2023, cinq délégations ont développé cette action, avec la diffusion de messages à plus de 900 personnes. « On estime que 70 % des personnes prostituées en France seraient mises à disposition des « clients » via Internet », rappelle la délégation d'**Indre-et-Loire**. « Ce moyen présente de nombreux avantages pour les proxénètes et les « clients » : des coûts dérisoires et une discrétion totale pour les proxénètes qui choisissent une personne sur un catalogue en ligne et reçoivent un numéro de

chambre d'hôtel par sms. Certains hommes qui n'auraient pas imaginé recourir à la prostitution de rue ont une image plus valorisante des "escortes" achetées sur le Web ». L'action de rencontre via internet s'inscrit dans une démarche éprouvée et affinée depuis les toutes premières actions de rencontre en ligne, remontant à 2013. Une formation interne spécifique est dispensée sur ce sujet.

Tout d'abord, une cellule internet se met en place au sein de l'équipe et commence par identifier les sites de petites annonces sur le territoire.

En général, nous en comptons jusqu'à une quinzaine, « spécialisés » dans 3 types d'exploitation : une partie de ces sites fait la promotion de « tournées », c'est-à-dire des personnes périodiquement amenées sur le territoire, l'objet du site étant de permettre la prise de rendez-vous lors de ces passages réguliers ; d'autres sites s'adressent à des « clients » recherchant des hommes prostitués, ou des travestis, ou encore des personnes trans ; enfin, quelques sites se positionnent sur des annonces de personnes présentées comme des « stars du porno » ou des « escorts ».

Une fois ce repérage effectué, l'équipe rédige des messages pour favoriser une prise de contact : ils sont courts, se limitent à présenter l'association et offrir un temps d'échange (pas « une aide », la personne pouvant se sentir infériorisée). Nous privilégions l'envoi de SMS, qui semblent le média le plus approprié pour un premier contact.

Notre méthodologie est empirique, guidée par les retours des personnes contactées. Il n'est pas rare que les équipes modifient la teneur et le ton des messages en fonction des réactions qu'ils suscitent.

Quand l'un des messages reçoit une réponse, l'équipe l'étudie et décide collectivement de la réponse à apporter. La prise de contact avec les personnes utilisant ces sites a été pensée selon trois buts principaux :

- identifier le Mouvement du Nid en tant qu'association de soutien aux personnes prostituées ;
- établir un lien de confiance et une possible ouverture vers un accompagnement, adapté aux besoins et problématiques des personnes ;
- permettre à l'équipe d'évaluer le phénomène prostitutionnel sur internet dans le département.

Le principal obstacle rencontré par les équipes vient du fait que la majorité écrasante des personnes mises en prostitution via Internet sont sous la coupe de réseaux. « On n'est jamais sûrs de prendre contact réellement avec les personnes elles-mêmes. Nous qui avons un ancrage local, nous serions en contact avec des personnes qui suivent des "tours", et qui ne sont pas installées dans la région », explique la délégation d'Avignon qui réfléchit encore aux modalités les plus pertinentes pour contacter ces personnes très isolées. L'équipe envisage une démarche en lien avec les hôteliers.

La Haute-Garonne, qui a mis en place une action de rencontre numérique, fait le même constat : « À certaines périodes de l'année, beaucoup d'annonces sont similaires : même description, même adresse, numéros de téléphone voisins... et certaines personnes reviennent au cours de "tournées" ».



Autre similitude avec la rencontre « de rue », le constat de la violence des « clients » : « La lecture des commentaires des "clients" montre le caractère violent du système », souligne la Haute-Garonne. « La rencontre par Internet est une démarche chronophage et éprouvante pour les bénévoles qui visionnent des dizaines d'annonces », renchérit le Val-de-Marne. « Le premier constat que nous faisons, c'est l'extrême facilité d'accès à des annonces d'offre de prostitution explicite, malgré la législation française, et le fait que ces annonces émanent de toutes les communes du département. »

En 2023, grâce à des financements reçus de la Protection de l'enfance dans la suite du Plan interministériel de lutte contre la prostitution des mineur·es, nous avons développé des jeux en ligne permettant aux jeunes d'autodiagnostiquer leur situation et de contacter des numéros d'urgence nationaux (dont le 119) en cas de besoin (lire notre rubrique Prévention).

Des premiers contacts diversifiés

Nous notons que le premier contact avec les personnes prostituées s'effectue de plus en plus souvent par le biais de nos permanences d'accueil ou par rendez-vous. Le bouche-à-oreille a permis de nous faire connaître, ainsi que la meilleure visibilité donnée aux acteurs de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution par les dispositifs mis en place par la loi de 2016, comme les commissions départementales. Nos équipes sont ainsi de plus en plus référencées et repérées comme un soutien de confiance par nos partenaires, notamment l'Aide sociale à l'enfance, confrontée à l'explosion du proxénétisme de mineur·es.

Enfin, des personnes prostituées nous contactent directement via notre site Internet. C'est une des raisons pour lesquelles la refonte du site de l'association, en 2020, a eu pour objectif entre autres de faciliter la prise de contact pour les personnes en situation de prostitution qui souhaitent utiliser cet outil.

Grâce à notre compte Instagram, actualisé régulièrement et qui met à l'honneur nos actions sur le terrain, nous sommes également de plus en plus sollicités pour de l'aide et du soutien par ce biais.

L'accompagnement : soutenir les personnes prostituées et développer des alternatives



EN 2023

1 427 permanences tenues
12 630 visites dans nos locaux
1 800 personnes accompagnées
29 474 heures de bénévolat

Au Mouvement du Nid, nous accueillons les personnes en situation de prostitution, quelle que soit leur situation, et de façon inconditionnelle, que la personne soit issue ou non de la traite, française ou étrangère, homme, femme ou trans. Nous leur proposons un soutien au quotidien dans tous les domaines et, si elles le souhaitent, de l'aide pour chercher des alternatives. Notre accompagnement s'adapte aux demandes et aux souhaits de la personne. D'abord association relais, le Mouvement du Nid s'appuie sur un réseau partenarial essentiel (associations, collectivités, administrations). Il se fonde sur la connaissance et le travail commun avec ces structures, la reconnaissance de leurs compétences et la cohérence des démarches. Notre accompagnement veut permettre aux personnes prostituées d'accéder au droit commun sans stigmatisation.

Depuis 2016, nous constatons un fort accroissement des sollicitations pour de l'aide ou un accompagnement (environ 80 % d'augmentation). Toutes nos équipes sont mobilisées, nationalement et localement, pour faire face.

La très grande majorité des personnes prostituées en France se trouve dans une situation d'extrême vulnérabilité : grand isolement, précarité sociale et économique, situation administrative irrégulière, détresse psychologique et perte de l'estime de soi. La plupart d'entre elles, femmes, hommes, personnes trans, ont connu de lourdes violences, souvent sexuelles, avant d'entrer dans la prostitution, et continuent d'en vivre en permanence dans la prostitution.

L'accompagnement social, psychologique, humain, médical et juridique de ces personnes, dans le respect de leur cheminement, requiert patience, persévérance et parfois pugnacité afin d'affronter avec elles les défis considérables auxquels elles sont confrontées.

Le Mouvement du Nid est agréé dans 16 départements pour mettre en œuvre les parcours de sortie de prostitution prévus par la loi du 13 avril 2016 (à ce jour, plus de 170 personnes accompagnées par le Mouvement du Nid ont pu bénéficier de ce dispositif).



2023, L'ACCOMPAGNEMENT EN UN COUP D'ŒIL

L'accompagnement mis en œuvre par le Mouvement est inconditionnel et se fonde sur les besoins et les souhaits exprimés par les personnes, en suivant son rythme à elle. Les urgences – être à l'abri, avoir à manger, régulariser sa situation – empoisonnent le quotidien des personnes que nous rencontrons. Les atteintes à la santé notamment psychiques, sont légion (p. 17 et 18). En matière de réinsertion professionnelle, nos équipes développent des actions créatives et efficaces avec leurs partenaires (p. 18). Au-delà de ces besoins élémentaires, nous veillons aussi à ouvrir des portes vers la culture, les loisirs, le sport car la réinsertion se nourrit de la créativité et de l'estime personnelle. Notre ambition : restaurer la capacité d'agir et l'autonomie de chaque personne (p. 18 et 19).

Notre accompagnement global et inconditionnel aux côtés des personnes prostituées

L'accompagnement des personnes en situation de prostitution tel que nous le mettons en œuvre au Mouvement du Nid est unique en son genre. Nous considérons les personnes dans leur globalité, nous prenons en compte leurs besoins et leurs spécificités, s'agissant de personnes subissant un haut niveau de violence.

Faire face à l'urgence, ouvrir des chemins

« Les écueils les plus importants, ceux qui maintiennent dans la précarité et la prostitution », explique la délégation du **Maine-et-Loire**, « sont la difficulté à trouver un logement ainsi que le fait d'être en situation irrégulière sur le territoire ». L'équipe a conçu, avec le soutien de la DRDFE Pays de la Loire et la ville d'Angers, un dispositif « Accompagnement global personnalisé » pour les personnes sans autre recours.

Les papiers, l'accès au logement, sont partout pointés comme les premiers problèmes à résoudre. À **Paris**, tranche la délégation, « d'anciennes victimes de traite ont été débou-tées plusieurs fois des demandes de régularisation qu'elles ont faites seules. Dans de nombreux cas, le refus de régularisation et l'OQTF assortie les a maintenues en situation de prostitution ». Quant au logement, « de plus en plus de femmes ou couples avec nourrisson [restent] plus de 3 mois sans prise en charge 115 stable, beaucoup se retrouvent à la rue ce qui entraîne un risque pour leur survie », regrette l'équipe. « Même une simple domiciliation (nécessaire pour l'ouverture des droits dont l'Aide médicale d'État) représente des difficultés ». La délégation parisienne déplore « une tension accrue sur l'hébergement d'urgence » avec la fermeture de places d'hôtel en vue des Jeux Olympiques. « Lorsque [les personnes] nous rencontrent, nous complétons leur fiche SIAO pour les orienter vers des places "Femmes Victimes de Violences" ».

À **Strasbourg**, des places sont d'ailleurs spécifiquement réservées pour les personnes en Parcours de sortie de prostitution (PSP) – mais en trop petit nombre. Le PSP facilite toutefois l'accès au logement car l'allocation assortie permet de louer des logements à faible loyer.

Par ailleurs, nous avons heureusement continué à bénéficier en 2023 du programme piloté par la Fondation des femmes, attribuant des nuitées hôtelières offertes par le groupe Accor à des associations accompagnant les femmes victimes de violences. Plus d'une vingtaine de situations d'urgence ont trouvé une solution grâce à ce partenariat, riche d'échanges avec la fondation et les associations participantes.

Dès lors que ces besoins élémentaires sont pris en charge, l'accompagnement peut se déployer : « À travers les récits des femmes, nous sommes témoins des traumatismes et violences qu'elles subissent au quotidien », explique l'équipe du **Val-de-Marne**. « L'activité prostitutionnelle est destructrice sur le plan physique et psychique, et sur le long terme. Les accompagner ne peut pas se résumer – même si c'est primordial – à leur situation administrative et à accéder à un emploi. C'est la totalité de la personne qu'il faut prendre en compte ». La première étape, c'est l'établissement d'un lien de confiance, grâce à un accueil inconditionnel et non jugeant. Puis, à son rythme et dans le respect du cheminement de la personne, des pistes sont explorées pour faire face aux différents besoins exprimés.

De multiples partenaires sont alors sollicités : services hospitaliers, CPAM, et professionnel·les de santé pour l'accès aux soins, la CAF et le SIAO, les CADA/SPADA, le 115, les CCAS, la CPAM, les services de police pour l'accès aux droits dont l'hébergement, les missions locales, France travail... un riche réseau est aussi tissé localement avec les associations présentes sur le département, dispensant des cours de FLE, de l'aide à la parentalité, etc.

La santé, une lente reconquête

« L'accès aux soins fait partie de nos principales démarches », explique l'équipe de **Eure-et-Loir**, qui travaille notamment avec la CPAM et les services hospitaliers PASS. « La grande majorité des personnes ont des difficultés à obtenir l'Aide Médicale d'État, alors que de façon quasiment systématique, elles souffrent de problèmes de santé ou sont enceintes ou encore ont des enfants en bas âge, qui ont besoin de soins », souligne la délégation de **Paris**. Quelle que soit la forme de l'activité prostitutionnelle, les personnes prostituées présentent une santé fortement dégradée par rapport à la population géné-

LES PARCOURS DE SORTIE, DE SOLIDES APPUIS

La loi du 13 avril 2016 renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées a créé un « parcours de sortie de la prostitution » (PSP) assorti d'une « aide financière à l'insertion sociale » (AFIS) et d'un titre de séjour, l'APS. Les personnes engagées dans un PSP bénéficient d'un accompagnement vers la sortie de la prostitution et l'insertion par une association agréée. Selon le ministère de l'Intérieur, « le PSP a fait ses preuves (...) sur les 161 PSP terminés [en 2022], 95 % des personnes [ont] un emploi et un logement ». Le Mouvement du Nid, dont 16 délégations sont agréées, milite pour un déploiement massif des PSP, aux effets très positifs pour les personnes qui bénéficient d'un titre de séjour leur donnant accès à la formation et à l'emploi et à un revenu qui, même modique, permet un logement. Nos délégations développent de nombreuses activités (cours de français, travail autour de l'insertion professionnelle, soutien psychologique...) en préalable à l'entrée dans le PSP, pour maximiser son intérêt pour les personnes.

En 2023, 14 de nos 16 délégations agréées ont renouvelé leur agrément pour accompagner des PSP. Ce travail a été coordonné par le Secrétariat national.

rale. La santé psychique est mise à mal, du fait des traumatismes liés à la violence sexuelle intrinsèque de la prostitution mais aussi aux violences subies antérieurement, par exemple dans l'enfance ou au cours du périple qui les a menées en France dans le cas des femmes migrantes. Or, comme le rappelle la délégation de Moselle, « les personnes ayant un vécu prostitutionnel n'ont que très peu d'endroits pour décharger leur passé traumatique dû aux violences subies. Grâce à un accueil sécurisant, à l'écoute active, nous établissons une compréhension et une confiance mutuelle » qui permettent.

En Martinique, notre délégation, constatant « la difficulté des femmes à bénéficier d'un suivi médical », propose depuis 2023, avec la Fondation MNH et le soutien de l'ARS, « l'intervention d'un médecin généraliste, de psychologues créolophones et hispanophones en complément de la gynécologue et de l'infirmière déjà présentes. » Les femmes accueillies peuvent aussi participer à des ateliers sur la prévention du cancer du sein, la santé bucco-dentaire...

Dans la Haute-Garonne, une psychologue propose un soutien régulier à 10 personnes souffrant de troubles anxiodépressifs liés à l'expérience de la traite, mais aussi au sentiment d'impuissance et d'attente du résultat de leurs démarches administratives. Un atelier de yogathérapie est aussi ouvert à toutes les femmes pour réduire les symptômes de stress post-traumatique et réinstaurer un lien positif avec le corps.

À Strasbourg, la délégation a formalisé en 2023 ces constats : les personnes accueillies ont connu des événements traumatiques laissant de profondes blessures psychiques ; mais celles-ci passent au second plan du fait des urgences et des besoins primaires à combler. De plus, la méconnaissance du système de santé français (ou la honte) limite l'accès aux soins. Aussi, la délégation a développé, avec le soutien de l'ARS, un projet d'ateliers collectifs d'information sur la santé qui ont débuté en 2024 avec des partenaires locaux dont Migrations Santé Alsace et Parole sans Frontière. C'est une démarche préventive, qui amène par ailleurs les praticien·nes de santé à venir auprès des personnes. Dans le Val-de-Marne, l'équipe travaille avec des Hôpitaux et des maternités, la CPALM, le centre d'addictologie... à la mise en place d'un Collectif santé afin de limiter les freins rencontrés par les personnes prostituées dans leur parcours de soin et développer le travail en partenariat.



UN GUIDE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Un guide riche d'entretiens, de témoignages et de ressources a vu le jour en 2023, dans la continuité d'un travail partenarial et pluriprofessionnel débuté dès 2022 et financé par l'AGRASC.

Ce guide a été dévoilé lors d'un colloque à la Mairie de Paris, qui a rassemblé 50 professionnel·les agissant pour l'accompagnement et l'insertion des femmes victimes de violences et des publics vulnérables. Hélène Bidard, adjointe à la Maire de Paris en charge de l'égalité FH, et Mathilde Frassi, DDFE de Paris, ont ouvert le colloque, où intervenaient la rédactrice du guide, Mathilde Eudes, et Claire Quidet, présidente du Mouvement du Nid, ainsi que des partenaires : FIT Une femme un toit et le CIDFF.

Début 2023, 50 professionnel·les franciliens de structures d'insertion, de missions locales et autres intermédiaires de l'emploi avaient aussi été formés.

Le guide comme la formation éclairent les freins propres aux victimes de violences : perte d'estime personnelle, isolement... Cette problématique doit devenir familière aux professionnel·les de l'insertion afin de leur éviter d'aggraver les conséquences des violences vécues dans la sphère intime.

Ce projet insertion a aussi eu un volet interne en permettant le diagnostic et la mutualisation des bonnes pratiques et partenariats validés par les délégations. Ainsi, une convention (signée en 2024) a été construite avec l'Ufolep en lien avec le volet Femmes et sports de la fédération.

Avec la FNCIDFF, afin de sensibiliser nos réseaux à l'insertion des personnes ayant connu la prostitution, nous avons proposé deux webinaires.

Restaurer le pouvoir de faire ses propres choix

Dans la prostitution comme dans les autres formes de violence sexuelle, les victimes voient fondre peu à peu les alternatives possibles. Le système d'oppression mis en place par le ou les agresseurs, la culpabilité, la honte et la perte d'estime personnelle, les conséquences des traumatismes subis sapent leur autonomie, leur capacité de décision. Pour contrer cette perte, « tout l'enjeu est de placer les personnes au centre de leur choix, en maximisant le potentiel d'insertion tant sur le plan social que sur le plan professionnel » résume la responsable bénévole du pôle accompagnement de la Haute-Garonne.

Les équipes, bénévoles comme salariées, construisent une relation sur un pied d'égalité, refusant une posture de charité ou de « faire à la place » de la personne. Tout vise à restaurer la capacité d'agir et de choisir librement, un état d'esprit qui imprègne toutes les interactions, même celles en apparence triviales, comme les jeux de société : à travers cette activité dénuée d'enjeux réels et de stress, la délégation du Bas-Rhin réhabilite les personnes à exprimer leurs émotions et faire des choix. C'est le rôle des permanences, explique l'équipe, que de « réinstaurer un lien social, [offrir] un espace d'écoute et de non-jugement, pour que les personnes se ré-approprient leur histoire, leur corps, leurs choix. »

On accueille les personnes « *telles qu'elles veulent se présenter* » et on « *cible les besoins relevés par leurs soins* », résume l'équipe francilienne. Toutes les délégations en témoignent : au départ, les personnes viennent pour une urgence, comme l'explique la délégation du **Rhône** ; puis, grâce à l'accueil inconditionnel et respectueux, la confiance s'installe, et « *un accompagnement global, à plus long terme, peut s'ouvrir* ».

Cette attention aux choix des personnes se traduit dans la réinsertion professionnelle ; la délégation des **Hauts-de-France** rappelle qu'au delà du « *temps administratif* » des dispositifs comme le PSP, l'équipe respecte le rythme de la personne : « *Certes, il est important que les personnes en PSP aient un emploi [mais il est tout aussi important] qu'elles suivent par exemple la formation qui leur [permettra] d'accéder à un emploi plus rémunérateur et plus satisfaisant...* ». La délégation de **Paris** a mis au point KAMI, un programme d'envergure sur 8 mois, avec deux structures partenaires, Kolone, association spécialisée dans l'apprentissage du français et Acina, qui agit en faveur de l'insertion professionnelle des publics les plus précaires. Afin de travailler une insertion professionnelle véritablement épanouissante avant le PSP, KAMI offre chaque semaine 2 après-midi de cours de FLE, et 1 à 2 ateliers collectifs d'insertion professionnelle. L'idée est d'expliquer concrètement le fonctionnement du monde du travail (types de contrat de travail, droits et devoirs d'une salariée...) et de présenter des domaines professionnels variés, avec des visites en entreprises.

Les cours de FLE sont un outil mobilisé dans toutes nos délégations, parfois avec des partenaires, comme le Doubs qui propose des cours de français par la médiation culturelle, notamment autour de la cuisine.

Restaurer l'estime de soi, offrir un temps d'évasion

« *Retrouver l'estime de soi est une étape majeure dans un parcours d'insertion réussi* », estime la Haute-Garonne, qui mise sur les « *activités et découvertes socioculturelles* » qui ont aussi le mérite de rompre l'isolement.

Grâce à leur réseau local, les délégations offrent des occasions de « respirer » dans un cadre inhabituel. « *Une journée à "Metz plage", aux abords d'un plan d'eau aménagé par la ville, a permis de montrer aux femmes et à leurs enfants ce lieu facile d'accès et gratuit* », rapporte l'équipe mosellane ; une personne accompagnée par le **Maine-et-Loire** remercie pour ces temps collectifs, « *les dîners, les sorties vacances et les films* » des moments « *paisibles (...)* où nous créons une meilleure vie pour tout le monde. » Le Marché de Noël de **Strasbourg**, pour lequel les bénévoles et les femmes accompagnées ont préparé de la décoration et des friandises, a valorisé les compétences des femmes et les a invitées à cette tradition strasbourgeoise, dont les bénéficiaires permettront de réaliser des activités choisies par elles-mêmes.

La part des bénévoles dans l'accompagnement permet des articulations bénéfiques. Ainsi, plusieurs délégations



(**Rhône, Indre-et-Loire, Moselle, Île-de-France...**) offrent une permanence bénévole le samedi, un temps d'échanges, de conversations, où les enfants sont les bienvenus. Ces temps gratuits, sans attendus, favorisent la prise de rendez-vous plus institutionnels.

Le sujet de la parentalité est aussi central et beaucoup de nos équipes travaillent dans ce domaine, offrant des sorties adaptées aux jeunes enfants, s'appuyant sur des partenariats, comme à

Toulouse où « *les intervenantes utilisent les jeux et la médiation afin de soutenir les compétences parentales et de favoriser le lien mère-enfants (...)* ». Dans le **Doubs**, un séjour de 4 jours dans le Jura a été organisé pour des femmes et pour leurs enfants : les personnes nous ont dit combien elles ont aimé « *se sentir à égalité avec les autres, sortir du quotidien, créer du lien et nouer de belles amitiés* ».

Ce séjour a été organisé en partenariat avec Ufolep, une association qui agit en faveur de la réduction des inégalités et des discriminations, pour la promotion de l'égalité et de la parité, au sein et par le biais des pratiques sportives. Des séjours multi-sports ont été proposés à Paris.

Les délégations témoignent du sentiment de liberté et de coopération, de connexion positive au corps, qu'offrent le sport, comme en **Moselle**, où la délégation et l'association Planet Aventure ont offert une journée ludique en plein air.

MINEUR·ES : LA DÉFERLANTE

« *Les partenaires et les agents de terrain nous ont sollicités tout au long de l'année* » sur ce sujet, note la délégation d'**Eure-et-Loir**. La délégation d'**Indre-et-Loire** co-accompagne des mineures en lien avec des éducateurs·trices de foyers, amenant des clés de compréhension sur les traumatismes et le système prostitutionnel. La délégation, partie prenante du protocole départemental de lutte contre la prostitution des mineur·es, a été choisie pour former les professionnel·les de la protection de l'enfance. C'est aussi le cas de la délégation de **Moselle**. Dans le **Val-de-Marne**, une permanence à la Maison de la prévention a reçu 17 jeunes de 14 à 25 ans, en complémentarité de l'ASE. Les équipes de **Paris** et **Hauts-de-Seine**, de plus en plus sollicitées par les services de l'ASE et de la PJJ, ont développé une action de co-accompagnement. « *Contrairement aux apparences, il ne s'agit jamais de prostitution sans proxénètes* » révèlent les délégations, qui font état de « *déplacement des victimes rapide dans la région, puis d'une région à une autre, ce qui complique les prises en charge pour la protection de l'enfance* ». Au **siège national**, la salariée en charge de l'appui à l'accompagnement a apporté son expertise sur 11 situations à la demande de professionnel·les agissant dans des départements où nous n'avons pas de délégation.

Former les professionnel·les, créer une culture commune afin de mieux accompagner, repérer et prévenir le phénomène prostitutionnel



Le Mouvement du Nid, fort de son expertise en accompagnement des personnes prostituées, propose des formations à destination des professionnel·les de terrain afin de leur permettre de mieux appréhender le phénomène de la prostitution. Éducatrices spécialisées, assistant·es sociaux, psychologues, professionnel·les de la santé et de la justice, personnels de l'éducation, service de police, responsables associatifs... La prostitution n'est presque jamais abordée dans la formation initiale de ces métiers, où la compréhension du système prostitutionnel peut s'avérer un jour déterminante.

Notre association étant un mouvement relais, la bonne connaissance de la prostitution par nos partenaires améliore leur capacité à accueillir les personnes que nous orientons vers eux.

C'est pourquoi le Mouvement du Nid a développé une offre de formation complète sur le sujet, organisée autour de onze thématiques. Nous concevons également des formations courtes, à la demande, sur les problématiques amenées par les professionnel·les directement au sein des structures (MECS, missions

locales, académies, gendarmeries, associations) ou en inter-structures.

En 2023, l'association certifiée Qualiopi, a vu une augmentation du nombre de professionnel·les formé·es avec un total de 1 047 professionnel·les ayant participé à nos formations.

Parmi eux, 95 % se déclarent satisfaits de la qualité de ces formations.

EN 2023
1 047 professionnel·les formés
647 heures de formation
95 % de taux de satisfaction



« Une formation qualitative avec des témoignages, jeux de rôle, exemples de situations concrètes. »
Une stagiaire



2023, LA FORMATION EN UN COUP D'ŒIL

En 2023, nous avons formé des professionnel·les partout en France, notamment dans les départements où l'association n'est pas présente. Nous répondons aux attentes des professionnel·les, tant sur le plan théorique que pratique (p. 21). Notre offre en ligne s'étoffe : nous avons animé une dizaine de webinaires mensuels avec des intervenantes externes à l'association (p. 22). Cette année, nous avons également cherché à mieux valoriser notre offre de formation avec la réalisation d'une web-série de 5 vidéos où nos formatrices présentent nos formations sur un format court et dynamique.

Favoriser un accompagnement global des personnes en situation de prostitution grâce la formation

En 2023, l'association a continué de développer son activité de formation en assurant des formations en présentiel aux quatre coins de la France et via notre une plateforme en ligne de formation, formation.mouvementdunid.org.

Des acteurs pluridisciplinaires aux attentes variées

En 2023, nous avons formé des professionnel·les du secteur social (éducatrices, AS, psychologues, cheffes de service, CESF, CCF, responsables ASE, etc) ; de l'éducation nationale (AS, infirmières scolaires) ; de la santé (sage-femmes, médecins, infirmières) ; des forces de l'ordre (gendarmerie, police nationale) et du secteur juridique (juristes, intervenantes socio-judiciaires).

Leurs attentes sont multiples et portent sur des apports théoriques et sur les postures d'accompagnement et de prévention.

Nous nous sommes organisé·es pour former y compris dans les départements où le Mouvement du Nid n'a pas de délégations : au Puy-en-Velay, à Clermont-Ferrand, à Laval, à Romilly-sur-Seine, à la Roche-sur-Yon et l'Île de la Réunion en visio. Les départements ruraux et DOM-TOM ont été priorités, afin de rompre l'isolement de certain·es professionnel·les.

La formation est un moment de rencontre entre différent·es professionnel·les, où se côtoient différentes formations initiales, différentes représentations de la prostitution, différentes approches de l'accompagnement. Afin de favoriser un accompagnement social global des personnes en situation de prostitution, il est essentiel de les faire interagir sur la base de référentiels communs.

Nos formations leur donnent une meilleure compréhension de la prostitution, un vocabulaire, des postures, ainsi qu'une confiance face à la complexité du phénomène : tous et toutes partagent les mêmes difficultés.

Ainsi, cette professionnelle de l'action sociale de la Mayenne voit mieux « *ce qui se joue aujourd'hui, les modalités de repérage, capter ce que l'on peut mettre en place, connaître les bonnes pratiques d'autres départements* » ; une autre, travaillant à la PJJ du Rhône, a besoin de « *mieux comprendre les mécanismes qui entraînent les mineur·es dans la prostitution, savoir s'il existe un profil sociologique des mineur·es concerné·es, comment accompagner les mineur·es qui considèrent la prostitution comme un travail comme un autre...* »

Pour répondre à la demande croissante de formations, nous avons développé notre réseau de formatrices avec l'arrivée de trois formatrices supplémentaires sur l'année 2023. Celles-ci ont suivi une formation de formatrices de deux jours au siège de l'association et se sont ensuite lancées en formation à travers une phase d'observation puis de co-animation. Elles ont partagé leur précieuse expérience de terrain sur l'accompagnement des personnes en situation de prostitution à travers des analyses de cas, des jeux de rôles, et en partageant des postures et bonnes pratiques.

« **Supports de qualité, professionnelles de différents horizons, outils concrets... Continuez !** »
Une stagiaire

La formation : levier pour le travail partenarial et pour assurer un accompagnement global

Les partenariats, indispensables pour un accompagnement global, restent au cœur de notre vision de l'accompagnement. Nos modules inter-structures, réunissant plusieurs partenaires de différentes institutions (éducateur·trices spécialisés, intervenant·es sociaux en gendarmerie, forces de l'ordre, professionnel·les de santé et de l'éducation nationale) ont développé les réseaux de professionnel·les en Mayenne, Sarthe, Aube, Haute-Saône, Moselle, Guadeloupe ou encore dans le Gers.



NOTRE PLATEFORME EN LIGNE ET NOS WEBINAIRES

Notre plateforme (visuel ci-contre), ouverte en 2022, avec le double objectif de permettre aux stagiaires de nos formations d'avoir des ressources complémentaires, un forum d'échanges de pratiques et de leur donner envie de se former sur la problématique prostitutionnelle et à l'accompagnement, comptabilisait 500 utilisateur·trices fin 2023, parcourant le forum et assistant aux webinaires. Ces visios d'une heure et demie chacune ont permis d'échanger autour de sujets transversaux à la prostitution : le sentiment de honte des personnes accompagnées, l'insertion professionnelle, les réseaux sociaux et la prostitution des mineures, la rencontre sur internet, etc. Nous avons invité des intervenantes externes à notre association partageant notre lutte contre les violences sexistes et sexuelles et nous proposant des dispositifs innovants.



Dans ces départements, nous sommes intervenus sur des sessions de 3 jours. Riches en échanges, ces formations inter-structures offrent aux partenaires de s'identifier et d'échanger sur leurs difficultés de terrain.

En **Moselle**, le Mouvement du Nid a formé 40 professionnel·les de différentes structures sur la prostitution des mineures avec la CRIP. L'objectif de cette formation est de repérer les signaux d'alertes chez des mineures concernées par un parcours prostitutionnel et d'aider les professionnel·les à libérer la parole des jeunes sur ces situations.

Dans les **Hauts-de-France**, une vingtaine de professionnel·les a suivi le cycle Travail Social et Prostitution, un cycle de 4 jours permettant d'aborder de nombreuses thématiques afin d'avoir une approche globale du phénomène. La majorité des stagiaires, issus de milieux professionnels divers (justice, action sociale, médiation...) avaient été confrontés à des situations de prostitution dans l'exercice de leur métier.

Nous avons ainsi contribué à la diffusion d'une culture commune sur ces territoires, indispensable pour proposer un accompagnement global des personnes en situation de prostitution, rompre l'isolement des professionnel·les face à des situations compliquées et favoriser un travail partenarial. Beaucoup ont échangé leurs contacts et ont souhaité organiser des temps d'échange post formation. Notre plateforme en ligne leur a permis de poursuivre leurs échanges.

Changer les représentations pour mieux accompagner

Les représentations sur la prostitution sont nombreuses. Elles concernent la manière dont la prostitution est perçue : travail, choix ou non, prostitution forcée, violence sexuelle. Ainsi que les motifs d'entrée dans la prostitution : exploitation, « argent facile », conduite dissociante d'un trauma préalable, stratégie d'un « lover boy » ou « expérience ».

L'incompréhension face aux conséquences traumatiques de la prostitution et la banalisation voire la glamourisation de

COMPRENDRE LE PSYCHOTRAUMATISME POUR MIEUX ACCOMPAGNER

45 professionnel·les ont été formé·es sur le psychotraumatisme à travers 3 journées de formation à Dreux, Chartres et Nogent-le-Rotrou. Stéphane Punel, travailleuse sociale et formatrice spécialisée dans l'accueil des victimes de violences conjugales et du psychotraumatisme a brillamment animé ces 3 jours organisés par notre délégation d'Eure-et-Loire. Au programme : décryptage du psychotraumatisme mais aussi comment le prendre en compte dans sa posture de professionnel·le (repérage, accompagnement, orientation). Véritable plus de cette formation : une 4^{ème} journée « analyse des pratiques » deux mois après la première journée qui a été fortement appréciée par les stagiaires.



la prostitution dans les médias et réseaux sociaux contribuent à véhiculer des représentations erronées de la prostitution. La prostitution n'est pas systématiquement associée à de la violence chez les professionnel·les : 79 % d'entre eux n'avaient pas entendu parler de violence prostitutionnelle avant la formation. Cette hétérogénéité complique le repérage des situations dans la mesure où les professionnel·les n'associent pas toujours leurs observations à la prostitution.

Nous débutons donc nos formations par un travail de définition et de discussions en leur posant une question simple « pour vous, c'est quoi la prostitution ? ». Souvent riche en débats, cet atelier permet de confronter des conceptions complètement différentes de la prostitution. Elle permet de poser une définition et un langage communs.

Afin de changer ces représentations, notre formation se poursuit sur les facteurs d'entrée dans la prostitution et ses conséquences sur la santé physique et psychique. Nous insistons particulièrement sur les effets en termes de psychotraumatisme et situons la prostitution dans un continuum de violences.

On observe une évolution entre le début et la fin de nos sessions de formations : les professionnel·les repèrent des situations qu'ils et elles n'avaient pas qualifiés de prostitution initialement. La formation contribue également à un changement de perception sur la prostitution, avec parfois une prise de conscience brutale sur la violence prostitutionnelle et la réalité des témoignages.

À cet égard, pour mettre en avant l'utilité de se former, nous avons réalisé une web-série de 5 vidéos de deux minutes chacune où nos formatrices parlent face caméra de la formation au Mouvement du Nid, une version dynamique de notre catalogue ! Ces vidéos donnent un avant-goût de ce que nous faisons en formation.

CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUEUR



Le Mouvement du Nid agit contre la violence prostitutionnelle et pour l'égalité Femmes/Hommes

La prévention auprès des jeunes : informer et sensibiliser les jeunes générations



EN 2023

19 412 lycéen·nes et collégien·nes rencontrés

123 établissements scolaires visités

754S heures de bénévolat



Forte de son expérience de terrain, notre association base son action de prévention sur la promotion d'une sexualité libre de tout rapport marchand et d'une société sans violences sexistes et sexuelles. Cette ambition requiert d'aborder tous les champs de la vie affective et sexuelle : vivre ensemble, égalité filles garçons, réseaux sociaux, harcèlement (en ligne ou non), pornographie...

Le Mouvement du Nid intervient en prévention depuis près de trente ans et est agréé depuis 2012 par le Ministère de l'Éducation nationale au titre des associations complémentaires de l'enseignement public.

Notre association est également agréée « Association d'éducation populaire ». Nous intervenons dans les heures dédiées par les établissements à l'éducation à la sexualité.

Notre approche vise à créer des espaces de paroles où toutes les questions peuvent être abordées par les jeunes. Elles et ils apprennent à analyser des situations à

risques d'inégalités et de violences pour s'en protéger

et acquièrent des outils pour renforcer leur autonomie et leur esprit critique.

Nous travaillons sur le poids et l'impact des stéréotypes sexistes, racistes et LGBTphobes, lesquels favorisent toutes les violences, et notamment les violences sexuelles. Ce travail nous permet d'aborder la prostitution en pointant les logiques sociales et les drames individuels (violences subies, rupture familiale...) qui se conjuguent pour amener des jeunes vers la prostitution.

La prostitution des mineur·es, longtemps taboue, est aujourd'hui une préoccupation centrale pour les personnels de l'action sociale et éducative mais aussi pour les parents. La violence et l'exploitation subies par les victimes mineures sont massives et les séquelles importantes. Nous nous adressons aux potentielles victimes mais aussi aux potentiels auteurs de violences et de manière globale, à tous les citoyen·nes en devenir.



2023, LA PRÉVENTION EN UN COUP D'ŒIL

La prise de conscience grandissante, par l'ensemble des personnels travaillant avec les jeunes, que ces derniers sont fortement concerné·es par le sexisme et les violences sexuelles dont la prostitution et la pornographie, entraîne une forte demande pour la prévention. Notre association a produit de nouveaux supports innovants en 2023 et nos délégations ont travaillé sans relâche et avec créativité (p. 25 et 26). Face aux enjeux de banalisation voire de promotion de la prostitution sur les réseaux sociaux, nous multiplions les formats (théâtre forum, jeux inspirés de nos interventions...) et nous nous adressons aux jeunes de tous horizons (p. 27).

La prévention, essentielle et réclamée

Agréé par l'Éducation nationale depuis 2012, actif dans la prévention depuis 30 ans, le Mouvement du Nid s'organise pour répondre à une forte demande d'interventions, en lien avec la prise de conscience croissante vis-à-vis de la prostitution des mineur·es. Avec *Y a quoi dans ma banane*, un site interactif et ludique, des dispositifs de théâtre forum innovants, une nouvelle brochure destinée au jeune public dès 12 ans, nous avons su créer des outils à la hauteur des enjeux !

Dès les années 90, le Mouvement du Nid proposait des interventions de prévention sur la « prostitution juvénile ». Forts de notre expérience, nous avons développé au fil du temps une capacité à agir en prévention des violences sexistes et sexuelles, dont la prostitution, de manière novatrice et efficace. Notre association, agréé au titre des associations complémentaires de l'enseignement public, agit dans le cadre de la circulaire du 12 septembre 2018 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées, en adoptant une posture non militante. Nos équipes, composées de salarié·es et de bénévoles, bénéficient de la formation continue et d'échanges de pratiques en interne.

Notre démarche de prévention : une action pionnière et créative

Association d'éducation populaire, notre pédagogie repose sur le développement de compétences psycho-sociales (repérer les risques, faire face aux difficultés, savoir demander de l'aide...) qui comprend un travail sur l'image de soi et sur sa relation aux autres, la capacité à s'exprimer et écouter ; le rôle prépondérant de l'égalité et la non-violence dans une relation (cet axe permet d'aborder la prostitution comme une violence et une entrave à l'égalité femmes-hommes) ; la remise en contexte de la prostitution dans l'ensemble des violences contre les femmes (abordant les stéréotypes et la socialisation hétérosexiste, le rôle des inégalités sociales et économiques dans les violences sexuelles et le système prostitueur).

Le Mouvement du Nid favorise la prise de parole des jeunes lors de l'intervention, créant un espace de paroles

NOS INTERVENTIONS FONT PARLER LES ÉLÈVES !

« Intervention très utile car j'ai pris du recul sur ma vie et j'ai trouvé ça très intéressant. »

« On peut parler des sujets que l'on a pas trop envie de parler avec ses parents. »

« Parce que c'est important de mettre de l'égalité entre les hommes et les femmes. »

« On a pu dire ce qu'on pense, sans gêne, ça ouvre et c'est bien de parler de ça. »

« J'ai trouvé ça très intéressant car on a pu chacun donner notre avis. »

(verbatim recueillis à l'issue d'interventions dans l'Hérault)

pour échanger sur les questions de l'égalité, des relations affectives, co-construisant avec les jeunes des références positives sur la sexualité et l'exigence de non-violence et de réciprocité des désirs ; à l'issue de ce préalable, les violences de la prostitution apparaissent comme évidentes.

Si nous rencontrons majoritairement des jeunes à partir de 12 ans, nous avons la joie en 2023 de développer notre action en direction des écoles primaires : plusieurs classes ont été rencontrées en **Martinique** et en **Seine-Maritime**. Bien entendu, les interventions sont adaptées pour cette classe d'âge, se concentrant sur les questions de l'égalité Filles-Garçons et les stéréotypes, l'estime personnelle et des émotions, la découverte des droits des enfants, à commencer par le respect de leur intimité et leur droit à refuser des gestes non souhaités comme des bisous, etc.

Notre association bénéficie du soutien financier et du conseil de partenaires institutionnels tels que la Direction générale de l'Enseignement Scolaire (DGESCO), la Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (DJEPVA) et du Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE, AGRASC et DGCS Mineur·es).

Des supports de qualité, inspirés de nos pratiques en prévention

Grâce au travail collectif d'un groupe rassemblant des animatrices de prévention, bénévoles et salarié·es, coordonné par une cheffe de projet du siège, le Mouvement du Nid crée des supports de sensibilisation et prévention jeune public. En 2023, nous avons lancé le site *Y a quoi dans ma banane ?*, emblématique de notre **démarche positive et ancrée dans la co-construction** des savoirs avec les jeunes. Son nom fait référence au sac plutôt qu'au fruit, et il agit sur plusieurs leviers : des jeux pour **expérimenter** et s'entraîner, des témoignages pour **comprendre**, des infos pour **agir**.

Les jeux permettent aux jeunes de vivre de l'intérieur, avec un traitement adapté à leur âge et leur sensibilité, **les mécanismes en œuvre** dans une situation de violence sexiste ou sexuelle. L'un s'appuie sur des conversations par messagerie instantanée où l'on incarne une personne vivant l'emprise ou la violence dans sa vie de couple : le jeune utilisateur·trice choisit les réponses pour faire progresser l'histoire. Un deuxième jeu se présente sous la forme d'un plan de ville foisonnant de détails et de personnages (sur le modèle du célèbre jeu *Où est Charlie*), où la/le joueur·se doit **débusquer des situations de violence** ou de discrimination.

Ces saynètes agissent comme un vaccin : en incarnant un personnage confronté à une violence imaginaire, **le ou la**



Y a quoi dans ma banane ?

Des jeux pour développer des "anticorps" et se protéger des violences



→ Des écouteurs pour découvrir des témoignages de jeunes réscapés.es de la prostitutions

Pour combattre une image de la prostitution idéalisée

– une activité où l'on garde le contrôle et l'on gagne de l'argent rapidement – rien de tel que ces témoignages confiés par des personnes en situation de prostitution que le Mouvement du Nid a accompagné.



→ Adèle, une BD sensible, signée Elliot Raimbeau

Adèle a dit "non", mais son ami n'a pas écouté. Comment sortir de l'isolement, apprendre à demander de l'aide ? La BD donne quelques pistes et fait connaître le rôle des personnels d'établissement scolaire.



→ Des clés virtuelles... vers des numéros d'aide bien réels

Pour garantir une écoute compétente, bienveillante et immédiate, nous orientons les jeunes vers les numéros nationaux et associations spécialisées.



Tout ce qu'il faut pour dire STOP à la violence

Aujourd'hui une victime de proxénétisme de nationalité française sur 2 est mineure. Les victimes sont majoritairement des filles âgées de 14 à 17 ans.

Recherche PROMIFRANCE, CVM 2022



→ Un agenda pratique pour agir

Des textes courts et chaleureux pour construire sa vie affective et sexuelle en toute liberté, des infos pour aider l'entourage et les victimes à prendre conscience de ce que peuvent cacher des comportements incompréhensibles ou des faits en apparence anodins.



1 jeune sur 4 déclare avoir déjà subi un rapport sexuel non consenti.

Rapport du Haut Conseil à l'Égalité Femmes-Hommes, 2022

→ Un portable pour déjouer la stratégie de l'agresseur

La joueuse ou le joueur incarne une personne subissant une emprise ou de la violence dans sa vie de couple, à travers une histoire racontée par messagerie instantanée. À elle / lui de choisir les réponses... Trois scénarios sont proposés et abordent les sujets de l'échange d'actes ou de contenus intimes contre un service (prostitution et exploitation sexuelle), le (cyber)harcèlement, le contrôle et l'emprise des relations affectives...

En incarnant un personnage fictif confronté à une violence, le ou la jeune observe la stratégie de l'agresseur et apprend à se défendre. Pour les jeunes déjà en situation de violence, la fiction aide à percer le déni et peut déclencher un réflexe de chercher de l'aide.



→ Un plan pour développer son radar autoviolence !

Ce jeu se présente sous la forme d'un plan de ville foisonnant de détails (sur le modèle du célèbre jeu "Où est Charlie ?". Des situations de violences ou de discrimination se dissimulent : à la joueuse, au joueur de les déboucher ! En jouant sur la fantaisie du trait et le défi de l'énigme, ce jeu offre au public d'examiner des situations graves (sexisme, homophobie, grossophobie, violences dans le couple), de comprendre ce qui est interdit et indique où trouver de l'aide si on est victime ou témoin.



jeune observe la stratégie de l'agresseur et apprend à se défendre, pour être le mieux armé·e possible si un jour elle ou il est confronté·e à une violence réelle. Pour les jeunes déjà en situation de violence, la fiction aide à percer le déni et peut déclencher un réflexe de recherche d'aide.

Grâce à notre « banane », il est possible d'aborder des sujets délicats mais incontournables tels que l'échange d'actes ou de contenus intimes contre un service (prostitution, exploitation sexuelle), le harcèlement et le cyber-harcèlement, les discriminations de genre, le contrôle et l'emprise dans les relations affectives... Nous mettons l'accent sur comment trouver de l'aide et agir concrètement auprès des victimes, selon une démarche novatrice qui vise à mobiliser l'entourage et les proches. Comment accueillir une confiance ? Comment éviter de reproduire des comportements sexistes ?

Ouvert en novembre 2023, *Y a quoi dans ma banane ?* a déjà accueilli plusieurs milliers de visiteurs·ses. Sollicités par des personnels d'établissements scolaires, et constatant que certains des jeux proposés étaient utilisés pour des anima-



S'ALLIER AUX PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS !

En amont de nos interventions, nous échangeons avec les personnels sociaux et de santé, les chef·fes d'établissement, les enseignant·es, le ou la chargé·e égalité FH... Nous nous assurons ainsi d'apporter les bonnes thématiques et d'informer en toute transparence sur nos objectifs pédagogiques. Cet effort est essentiel pour nous intégrer dans le projet d'éducation à la santé et à la citoyenneté mis en œuvre dans l'établissement. De plus, la sensibilisation des équipes elles-mêmes aux enjeux de la lutte contre la prostitution et de la promotion de l'égalité au cœur de la vie affective et sexuelle donnera d'autant plus de portée à notre action. Dans cet esprit, et pour répondre à un très fort besoin de formation, nous avons conçu en 2021 avec le soutien de la DGESCO un « Guide pour aider les personnels travaillant auprès des jeunes à comprendre et prévenir le phénomène et à aider ses victimes ». Ce document, qui connaît un vif succès depuis sa parution (il en est à sa 5^{ème} réédition !) rassemble les données des études récentes, explique les mécanismes de l'entrée en prostitution et conseille les adultes sur les bonnes pratiques pour protéger les mineur·es prostitué·es. Ce guide est diffusé par la DGESCO sur la plateforme Eduscol.



tions collectives, nous avons décidé de produire début 2024 un livret d'animation basé sur le site, donnant une nouvelle dimension aux outils proposés initialement pour un usage en ligne et individuel.

Une nouvelle brochure a aussi vu le jour en 2023 : destinée aux collégien·nes dès la 6^{ème}, *Intimité, Liberté, Égalité !* aborde la prévention des discriminations et des violences sexistes et sexuelles, incluant l'exploitation sexuelle. Pour évoquer de tels sujets avec un public aussi jeune, nous avons suivi la même démarche que lorsque nous intervenons dans les classes : **une approche positive de la vie affective et sexuelle**, basée sur l'égalité femmes hommes et la réciprocité des désirs ; le renforcement des compétences psychosociales pour développer **l'estime personnelle, l'esprit critique** et la capacité à **résoudre des problèmes et trouver de l'aide**.

Intimité, Liberté, Égalité ! suit 4 thématiques – l'égalité femmes hommes, l'affirmation de soi, les sentiments et la sexualité, les discriminations et les violences – et **invite les jeunes à se doter de leur propre « boussole »** pour naviguer dans leur vie affective et sexuelle en construction. **En acquérant une distance critique** vis-à-vis de représentations sexistes des relations amoureuses et sexuelles, basées sur la possession et le contrôle de l'autre (malheureusement répandues dans les séries, réseaux sociaux, films, livres...), **elles et ils peuvent se recentrer sur leurs propres désirs et aspirations**.

Caractéristique également de nos principes, l'attention portée à l'expression des jeunes : pour illustrer *Intimité, Liberté, Égalité !*, **une dessinatrice et facilitatrice graphique a assisté, en immersion**, à des séances d'éducation à la sexualité menées dans plusieurs collèges. Elle a croqué sur le vif une douzaine de réflexions et des interrogations, représentatives des préoccupations de cette classe d'âge.

Cette brochure comprend différents jeux, largement **inspirés de nos exercices d'animation**, et permettant de mieux se connaître, repérer les adultes ressources autour de soi, s'entraîner à résister aux critiques et injonctions sexistes.

De plus, chaque chapitre – l'égalité femmes hommes, l'affirmation de soi, les sentiments et la sexualité, les discriminations et les violences – est synthétisé avec une grande clarté grâce à une **illustration en facilitation graphique sur une double page**.

Nos délégations départementales fortement actives et mobilisées pour la prévention

Pour mieux toucher le jeune public et son entourage (personnels d'établissements mais aussi parents) nos équipes locales ont déployé une activité intense et créative.

La délégation de la **Haute-Garonne** a travaillé tout au long de l'année 2023 en partenariat avec l'École Citoyenne, une compagnie spécialisée dans le théâtre forum, pour créer la pièce *Escorte moi*. Ce spectacle de théâtre interactif permet de faire émerger la parole et la réflexion autour des thèmes des violences sexistes et sexuelles, des relations d'emprise et des risques prostitutionnels chez les mineur·es.

L'objectif du théâtre forum est de permettre au public de se mettre à la place du personnage en difficulté dans la scène en la re-jouant, afin de trouver des solutions collectivement. *Escorte moi* met en lumière le continuum des violences qui peut amener les jeunes à la prostitution. Les premières représentations ont eu lieu en novembre 2023, rassemblant une centaine d'élèves et de professionnel·les (enseignant·es et personnels de l'action socio-éducative). Elles ont donné lieu à de nombreuses interactions, et à des moments forts : ainsi, pendant la scène concernant les sollicitations sur Internet, une élève, souhaitant amener l'un des personnages à chercher de l'aide auprès d'une personne de confiance, a fait monter sur scène une professeure, en affirmant : « *on peut compter sur elle !* »...

Autre nouveauté toulousaine, un cycle de visioconférences destiné aux parents, créé en coopération avec l'équipe éducative d'un collège où la délégation propose des interventions.

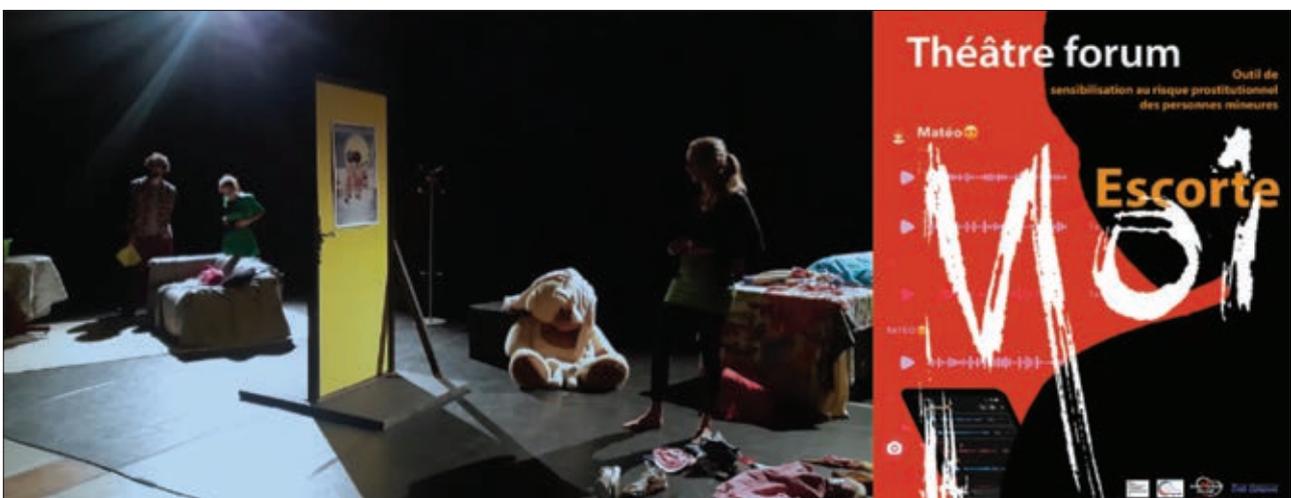
Avec l'aval de l'établissement, la délégation a choisi trois thèmes : les réseaux sociaux, la pornographie et la communication entre parents et adolescent·es autour de la sexualité. Ces sujets ont mobilisé les parents, soucieux d'offrir un cadre favorable à l'épanouissement de leurs enfants. Par ailleurs, l'éducation à la vie affective et sexuelle étant souvent source d'incompréhension et d'inquiétude pour les parents d'élèves, ces conférences ont offert l'occasion d'entamer une communication rassurante et instructive avec eux, d'établir un lien de confiance qui consolide l'impact de nos interventions.

Le théâtre forum a aussi été un outil de prédilection pour la délégation du **Maine-et-Loire**, avec la pièce *Demain on change quoi*, et pour celle des **Hauts-de-Seine**, qui offre désormais une version pour les collégien·nes d'un procès d'assises fictif mettant en scène une affaire de prostitution de mineur·e et l'inculpation d'un proxénète et d'un « client ».

L'adaptation du procès et les représentations se sont faites en partenariat avec la compagnie Polymnia, spécialiste de la mise en œuvre de débats publics citoyens, la délégation des Hauts-de-Seine, des représentant·es de l'éducation nationale et du conseil départemental du 92 ainsi qu'avec le service des médiateurs des collèges de ce département. Le « procès » dure une cinquantaine de minutes et est encadré par nos intervenantes et par des médiateurs et médiatrices de collège. Cet outil pédagogique permet de sensibiliser aux **risques et les dangers du système prostitutionnel** mais également au fonctionnement du **système judiciaire français**. Les premières séances ont eu lieu dans plusieurs collèges de Clamart et Malakoff, en juin 2023.

Des séances en groupes de parole sur la vie affective et sexuelle ont suivi les représentations, qui ont permis l'émergence de beaucoup de questions sur la prostitution et les dangers liés aux réseaux sociaux, où elle est présentée de manière irréaliste comme un job lucratif ou même une forme de liberté sexuelle pour les filles.

Les réseaux sociaux sont aussi travaillés par la délégation du **Doubs**, dans le cadre de leurs interventions notamment lors des ateliers avec la Mission Locale de Besançon, où l'équipe intervient dans un module thématique construit avec les associations CICS et Tinternet.



Nous avons à cœur de toucher également les jeunes hors du système éducatif. Notre délégation des **Hauts-de-France** a proposé des interventions auprès de jeunes dans le cadre de mesures de réparation pénale, tout comme celle de l'**Eure-et-Loir**, qui rencontre également du public dans les missions locales et des jeunes en stage durant leur service civique...

La délégation de l'**Essonne** joue la carte de la mobilité au volant d'un camping-car jaune citron baptisé Tout SEXplique : un lieu d'échange et d'accueil qui sillonne le département pour sensibiliser les jeunes, en alternance avec d'autres associations, à la santé sexuelle dans sa globalité.

De nombreuses délégations, comme celles de **Martinique**, de l'**Indre-et-Loire**, de l'**Hérault**, de la **Moselle**, du **Var...**, interviennent auprès de jeunes dans des foyers de jeunes travailleurs, des foyers de l'ASE, des Maisons d'enfants à caractère social (MECS) ou des Services Territoriaux Éducatifs de Milieu Ouvert (STEMO).



Des supports à disposition sur Youtube et sur notre site

NOS VIDÉOS (COLLÈGES ET LYCÉES)



LE PIÈGE

Une collégienne, Emma, est la cible d'un jeune proxénète et de sa comparse, une fausse amie « rabatteuse ». En apparence, Emma n'est jamais forcée à la prostitution, pourtant son horizon se ferme inexorablement lorsque ses persécuteurs exploitent ses failles.



PORNOGRAPHIE, HORS CADRE

Tiffany est en galère, une copine lui a parlé d'un moyen rapide de gagner de l'argent, « le X ». C'est sous contrôle, il y a un contrat, on dit ce qu'on veut bien faire et ce qu'on ne veut pas. Mais lorsque la réalité se révèle tout autre, que peut bien faire la victime ?



PROXOLAB

L'action se déroule dans les locaux d'une start-up, Proxolab, incubateur de proxénètes. Un manager dévoile ses « tours de main » pour « recruter » de futures victimes. Il s'appuie sur l'exemple de Léa, une jeune fille en rupture familiale qui a publié sur des réseaux sociaux des infos sur sa vie intime. Un des jeunes proxénètes est déjà en contact avec Léa par messagerie instantanée...



ON N'EST PAS DES CARICATURES

Inès (15 ans) et Habib (16 ans) se livrent en toute sincérité dans une vidéo « best friends », un format en vogue sur les réseaux sociaux. Les deux adolescent·es partagent leurs conceptions de l'amour, de l'amitié et finissent par se révolter face à l'absurdité des modèles stéréotypés qu'on leur impose.

La sensibilisation du grand public : faire évoluer les mentalités



EN 2023

119 événements dans l'année
6 066 personnes sensibilisées
1 156 heures de bénévolat

Chaque année, les délégations du Mouvement du Nid organisent des événements pour sensibiliser l'opinion publique. La promulgation, le 13 avril 2016, de la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel a encore renforcé notre volonté de pédagogie et d'explication des réalités de la prostitution et du projet abolitionniste.

Pour notre association, ce vote historique marque le début d'une « révolution » des politiques publiques. Comme tout progrès majeur, il est nécessaire de l'accompagner pour expliquer et valoriser les améliorations qu'il entraîne.

Nos délégations jouent un rôle précieux dans cette tâche. Elles conçoivent des initiatives grand public, ainsi que des actions novatrices comme les procès fictifs sur la prostitution des mineur·es, souvent en coopération avec d'autres associations, et toujours dans l'esprit de relayer, modestement, les paroles des personnes prostituées rencontrées et soutenues par notre association.

Au niveau national, la revue *Prostitution et Société* ainsi que le site Internet du Mouvement du Nid

sont des vecteurs d'information et de sensibilisation du grand public importants. Nous nous attachons par tous moyens à relayer la parole des victimes de la prostitution (expositions, pièces de théâtre, podcasts, témoignages écrits...). Des campagnes et événements nationaux sont également organisés.

« *Le monde entier doit savoir la réalité de la prostitution.* »

Une femme accompagnée,
Eure-et-Loir

EN RÉSUMÉ

2023, LA SENSIBILISATION EN UN COUP D'ŒIL

Nous avons touché un large public que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans des événements publics, et fait avancer la compréhension du système prostitutionnel. Tout d'abord, en diffusant l'étude *Last Girl First* dans plusieurs événements à travers la France (p. 31). Nous avons ensuite accompagné *Noémie dit Oui*, film de fiction sorti sur les écrans qui donne une vision juste de la violence prostitutionnelle (p. 32). Nous avons également mené des campagnes sur les réseaux sociaux, notamment autour du 8 mars, du 20 et du 25 novembre, en particulier avec la sortie du site « Y a quoi dans ma banane ? » à destination des jeunes (p. 32). Enfin, notre dispositif éditorial continue de s'étoffer. Outre la revue trimestrielle *Prostitution et Société*, le webinar « lundi de Prostitution et Société » (p. 35), le site Internet et les réseaux sociaux, 2023 a été l'année du lancement d'un nouveau chantier, le podcast *La vie en rouge* (p. 31 et 32). Et, bien sûr, les délégations locales du Mouvement du Nid ont conçu et organisé de nombreux projets et événements touchant un large public.

Exposer la réalité du système prostitutionnel, faire entendre la voix des survivantes et des victimes auprès du grand public.

En 2023, le Mouvement du Nid a continué d'œuvrer à sensibiliser le grand public à la réalité de la prostitution, en faisant entendre à la fois les voix des personnes accompagnées et survivantes, et en créant de nouveaux outils de sensibilisation et prévention.

Last Girl First

Parue en 2022 aux États-Unis, l'étude *Last Girl First, la prostitution à l'intersection des oppressions sexistes, racistes et de classe*, réalisée par CAP international, est sortie en France aux Éditions Libre début 2023. L'occasion pour le Mouvement du Nid d'organiser des événements de sensibilisation nationaux et locaux pour faire connaître le contenu édifiant de l'étude, qui rassemble plus de 500 références sur le système de la prostitution.

Le lancement de l'étude a été fait à la Cité Audacieuse le 21 mars, en présence d'un public nombreux et d'intervenantes passionnantes. Outre Héma Sibi, coordinatrice de l'étude, Frédérique Kaba, directrice des Missions sociales de la Fondation Abbé Pierre, est intervenue. Particulièrement intéressée par l'étude, elle a mis en évidence avec l'exemple concret de la France aujourd'hui le lien entre prostitution et vulnérabilité des personnes en situation de mal-logement.

Nathalie Latour, directrice de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), est intervenue, pour mettre en avant la vulnérabilité des personnes en situation de prostitution, notamment étrangères sans papier, face au cumul des oppressions

Enfin, Alexine Solis et Rosalie, survivantes, ont pris la parole pour donner leur avis sur ce que nous devons faire collectivement pour favoriser la sortie de prostitution. Pour Alexine Solis, il faut « *écouter la parole des survivantes.* » Pour Rosalie qui a été victime d'un proxénète alors qu'elle était mineure, il faut faire connaître la réalité de la prostitution : « *ce que veulent les clients, c'est nous invisibiliser, nous dévaloriser, c'est de l'opportunisme. Il faut le faire savoir.* »

La soirée était également soutenue par le Réseau européen des femmes migrantes, Solidarité Femmes 3919, La CLEF (coordination pour un lobby européen des femmes), Osez le féminisme! et la Fondation Scelles.

Héma Sibi a également présenté au cours de l'année *Last Girl First* à la librairie Kleber de **Strasbourg** en juin, à **Besançon**, en mars en visioconférence (avec également Pascaline Lebrun, de *La Maison de Marthe* au Québec et Mireia Crespo, de l'association belge Isala) et à **Montpellier** pour présenter l'étude auprès du collectif abolitionniste de l'Hérault.

On se lève et on les écoute

Faire entendre la parole de celles qu'on n'entend jamais, celles qui ont un discours sans fard sur la prostitution, reste un défi permanent que l'association tente de relever. Depuis 70 ans, le Mouvement du Nid laisse la place à cette parole dans ses journaux et sur son site Internet. Un témoignage est publié dans chaque numéro de *Prostitution et Société*. En



outre, l'association invite des survivantes à intervenir dans chacun de ses événements publics, et soutient différentes formes de prises de parole (voir focus sur le podcast). Dans le numéro de l'été de la revue trimestrielle, un dossier complet a été consacré à la prise de parole des survivantes.

Un podcast en devenir

Tout au long de l'année, six survivantes (une septième les a rejointes en 2024) se sont réunies au studio d'enregistrement de la Cité Audacieuse pour concevoir et enregistrer le podcast qu'elles avaient initié en décembre 2022. Alexine, Anne, Esther, Rosalie, Rosen et Valérie sont venues, parfois à plusieurs, parfois seules avec une membre du comité de rédaction de *Prostitution et Société*, dire ce qu'elles ont choisi de porter sur la place publique.



Une parole forte et située qui a ensuite fait l'objet de sessions de montage auxquelles elles ont activement participé, pour une sortie du podcast « La vie en rouge » en mars 2024 (à l'heure où nous écrivons, le podcast enregistre plus de 15 000 écoutes nldr). Ce projet a été financé par l'AGRASC.

Noémie dit oui

L'année 2023 a été marquée par la sortie du remarquable film de fiction *Noémie dit oui*. Réalisé par Geneviève Albert et sorti au Québec en 2022, il raconte le parcours de Noémie, 15 ans, qui fugue de son foyer puis se retrouve embarquée par son petit ami proxénète, malgré elle, dans la prostitution pour le grand prix de Montréal de Formule 1. Un film dur et poignant, qui a marqué les esprits car il restitue la réalité de la prostitution de façon particulièrement précise.

« Une pépite », « Un choc », « Un film bouleversant ». Les réactions du public que nous avons recueillies ne s'y trompent pas.

Pour Anne Darbes, survivante, c'est « un film magistral, éblouissant d'authenticité dans ce monde glauque qu'est la



prostitution. Authentique, le film n'est pas toujours facile à voir, surtout parce qu'il montre ceux qui font le mal dans la prostitution, et sans qui elle n'existerait pas : les prostitueurs (« clients »). Les clients de la prostitution ont été pour moi un très grand choc, par la pertinence de leurs profils ».

Au total, le Mouvement du Nid a été présent dans dix villes pour des avant-premières, la plupart en présence de la réalisatrice, Geneviève Albert. Après la sortie du film, des séances-discussion ont également été organisées en **Ile-de-France**, à **Montpellier**, **Mulhouse** et **Toulouse**.

Je vous salue salope

En 2023, le Mouvement du Nid s'est une nouvelle fois associé au Festival féministe de documentaires *Femmes en résistance* d'Arcueil (Val-de-Marne) où était projeté en avant-première le documentaire *Je vous salue salope*, de Léa Clermont-Dion et Guylaine Marois. Le film suit le parcours de quatre femmes, de pays différents, qui ont en commun d'avoir été victimes de cyberharcèlement. Leurs témoignages, glaçants, et les interviews de spécialistes du phénomène en font un film majeur et indispensable pour la compréhension de cette nouvelle forme de violence sexiste et sexuelle. Claire Quidet, présidente de l'association et responsable de la délégation du Val-de-Marne, a participé au débat suivant la projection.

Vers une sexualité libre et égalitaire

Avec le site interactif « Y a quoi dans ma banane ? », le Mouvement du Nid veut toucher les jeunes et prévenir les violences sexuelles et sexistes, y compris la prostitution. Dévoilé au grand public le 20 novembre, à l'occasion de la journée mondiale des droits des enfants, « Y a quoi dans ma banane ? » est aussi pour l'association un support pour faire entendre au grand public la nécessité de la prévention.

Le 20 novembre, le Mouvement du Nid a présenté au public et aux professionnel·les ce nouveau site interactif à la Cité Audacieuse. Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des Femmes a ouvert la matinée, Sylvie-Pierre Brossolette, présidente du Haut Conseil à l'égalité, le clôturant, en



NUIT DES RELAIS

Le 18 avril 2023, l'association a été heureuse de renouer avec la Nuit des relais (interrompue pendant le COVID), cette « course solidaire pour l'égalité » organisée par la Fondation des Femmes afin de collecter des fonds pour les femmes victimes de violences. L'équipe de course du Mouvement du Nid était composée de salariées et bénévoles d'Ile-de-France, ainsi que de femmes accompagnées par la délégation de **Paris**. L'association tenait également un stand de sensibilisation, sur lequel avait été mise à l'honneur l'action de prévention de l'association. Le dépliant « un plan pour trouver ton bonheur » était présenté et le public était invité à accrocher à un arbre ses idées pour une sexualité libre et égalitaire.



insistant sur la nécessité de contrer la propagande violente de la prostitution filmée (pornographie).

La directrice du Mouvement du Nid, Stéphanie Caradec, a notamment été interviewée pour l'émission *Les maternelles* de France 2, et pour Squool TV. La présidente, Claire Quidet, a, de son côté, été interviewée pour le site « Yakamedia », plateforme de ressources pour la communauté éducative.



Toucher les jeunes jusque sur les plateformes qu'ils et elles fréquentent sur Internet, c'est un des objectifs de ce site, qui a également un compte Instagram, @dansmabanane, destiné petit à petit à toucher directement le jeune public.

Si mwen te sav, une campagne récompensée par l'ONU !

Si mwen te sav, « maintenant tu sais », est le nom d'une ambitieuse campagne de sensibilisation destinée aux jeunes, conçue par notre délégation de Martinique : « "Si Mwen Te Sav" est bien plus qu'un simple projet, il s'agit d'un véritable mouvement de solidarité et de sensibilisation », explique l'équipe. « Notre campagne vise à informer le public sur les conséquences dévastatrices de la prostitution des mineurs, et à mobiliser les individus et les communautés pour agir contre cette violation des droits humains. » « Si Mwen Te Sav » a remporté le prestigieux prix d'accélérateur d'égalité lors du concours Génération Égalité Voices 2023 d'ONU Femmes France ainsi



que son label Génération Égalité 2023. La campagne s'est accompagnée de visuels et vidéos spécialement conçus pour les réseaux sociaux et a donné lieu à une enquête permettant de mesurer l'étendue du phénomène de la prostitution des mineurs en Martinique.

Escorte moi

Un nouveau théâtre forum développé par notre délégation de Haute-Garonne.

Tout au long de l'année 2023, le Mouvement du Nid basé à Toulouse et l'École Citoyenne ont travaillé à créer une nouvelle pièce de théâtre forum à destination des lycées et des professionnel·les, *Escorte moi*. Une survivante, Alexine Solis, a également apporté son expertise dans le développement de ce projet financé par l'AGRASC. Au mois de novembre, les premières représentations-test ont remporté un grand succès à Saint-Gaudens.

Le procès fictif de proxénètes et clients de mineures tourne dans toute la France

Le procès fictif est un moyen original et percutant pour sensibiliser le public et les professionnel·les au système prostitutionnel. En invitant le public à suivre un procès fictif de proxénètes et « clients » prostituteur de victimes mineures, le Mouvement du Nid des Hauts-de-Seine, qui a travaillé avec le cabinet Polymnia pour écrire ce procès, souhaite permettre au public à la fois de comprendre les ressorts de ce système de domination, et de participer. En effet, le public est invité à voter à la fin du procès pour son issue. Le procès s'est déroulé en 2023 le 12 mai à Gennevilliers, le 24 novembre au Mans, et le 23 novembre à l'université Lyon 3, devant plus de 200 personnes.

Affiches de sensibilisations à destination des « clients » prostituteurs

Les délégations d'Indre-et-Loire et de Haute-Garonne ont diffusé des affiches à destination des « clients » prostituteurs, pour rappeler qu'acheter un acte sexuel est interdit en France. À Toulouse, c'est à l'occasion de la Coupe du monde de rugby que l'équipe a eu l'idée de reprendre la



campagne « le prix d'une passe n'est pas celui que tu crois ». Les affiches ont été diffusées largement sur les abribus de la ville et les panneaux d'affichage.

En **Indre-et-Loire**, les affiches ont été conçues par la délégation à la suite d'un travail collectif. Le slogan est on ne peut plus clair : « *Acheter du sexe est passible de poursuites judiciaires* ». Les affiches ont été disposées dans la ville de Château-Renault, sur les affichages publics.

8 mars et 25 novembre : des rendez-vous incontournables

Chaque année, lors de la journée internationale des droits des femmes le 8 mars et lors de la journée de lutte contre les violences à l'encontre des femmes le 25 novembre, le Mouvement du Nid France et ses délégations se mobilisent afin de mettre en avant la nécessaire compréhension du continuum des violences, y compris la prostitution. Le 8 mars, l'association a défilé aux couleurs de *Last Girl First*, pour que la journée des droits des femmes concerne toutes les femmes, y compris les plus vulnérables d'entre elles (les « last girls »). Le 25 novembre, l'association était signataire de l'appel commun à défiler dans les rues de Paris.

Par ailleurs, le 27 novembre, des membres de l'association étaient présentes à Strasbourg aux côtés de CAP international pour manifester devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui doit se prononcer sur une requête contre les articles de la loi du 13 avril 2016 qui concernent la pénalisation des « clients » prostitueurs. La campagne « Touche pas à nos corps » a été lancée à cette occasion, avec

notamment plusieurs survivantes qui ont pris la parole dans une vidéo pour défendre la loi abolitionniste.

Valérie Pelletier en tournée en France

La survivante québécoise Valérie Pelletier a passé quelques jours en France au mois d'octobre où elle a pu donner trois conférences en partenariat avec le Mouvement du Nid, à **Nantes, Avignon et Marseille**. Prostituée de ses 17 à ses 23 ans, cette femme accomplie d'aujourd'hui 43 ans dit mieux que personne les pièges qui l'ont menée à la prostitution, notamment le rôle de son père qui, gros consommateur de pornographie, a également été son chauffeur dans l'industrie du sexe. Aujourd'hui militante abolitionniste convaincue, notamment par la lecture des livres d'Andrea Dworkin, elle insiste sur la nécessité de cesser d'aménager la sexualité des hommes.





Prostitution et Société

Comme chaque année, sont parus 4 numéros de la revue trimestrielle de l'association. Dans le premier numéro de l'année, l'association s'est penchée sur la question : prostitution, une affaire de familles ? Les conséquences de la prostitution vues au prisme de la famille, avec notamment le témoignage de Rosen Hicher, survivante, qui a analysé la « transmission » du traumatisme.

Au printemps, le dossier a été consacré à l'action de terrain du Mouvement du Nid, « une course de fond pour l'égalité ». Une occasion de mettre en avant l'action des bénévoles et des salariées sur tous les fronts d'action de lutte contre les causes et les conséquences de la prostitution.

Le numéro de l'été a consacré son dossier à la parole des personnes concernées, analysant à la fois ce qui l'empêche, la rend si difficile et ce qui au contraire la rend enfin possible. Même si les verrous existant, notamment au niveau médiatique, continuent d'empêcher beaucoup de personnes piégées actuellement dans la prostitution ou en étant sortie, de pouvoir s'exprimer. On se lève et on les écoute !

Enfin, le dernier numéro de l'année a été consacré à la prévention au Mouvement du Nid.

Chaque numéro a, comme chaque année, laissé la place à un témoignage. En 2023, ont été publiés les témoignages de Clémence, victime de prostitution mineure, Mme H., victime dans un salon de massage dans le Nord, Mélissa, qui a bénéficié d'un parcours de sortie, et enfin Valérie, survivante québécoise.

Lundis de PS

En 2023, le comité de rédaction a organisé trois webinaires « lundis de PS ». Chacun de ces webinaires a été vu en direct par des dizaines de personnes puis publié sur la chaîne youtube de l'association.

Le premier de l'année était consacré au film *Noémie dit oui*. La réalisatrice, Geneviève Albert était présente, ainsi que l'historienne du cinéma Hélène Fleckinger, pour réfléchir autour de la question « peut-on représenter la prostitution sans reproduire la violence ? ». En effet, le travail de la réalisatrice québécoise avec son film est réfléchi précisément pour éviter cette reproduction.

En juillet, le webinaire a été consacré au premier livre d'Andrea Dworkin, militante féministe radicale états-unienne (décédée en 2006) *Woman Hating, De la haine des femmes*, paru en 1974. C'est Harmony Devillard, sa co-traductrice (avec Camille Chaplain, malheureusement décédée début 2023), qui était invitée.

Enfin en octobre, *Prostitution et Société* a eu le plaisir de recevoir Hélène Devynck, autrice du livre *Impunité*, et victime de l'ex-présentateur de télévision PPD. Elle a pu notamment dialoguer avec Catherine Le Magueresse, juriste et militante au Mouvement du Nid, sur les ressorts de cette impunité qui fait que l'homme aurait perpétré des viols et agressions sexuelles sur des dizaines de femmes pendant plusieurs décennies dans son bureau à TF1.

Site internet, réseaux sociaux

La présence de l'association sur Internet est devenue le premier moyen de sensibiliser le grand public. Avec son site Internet qui attire toujours autour de 10 000 visiteurs chaque mois, le Mouvement du Nid met en avant à la fois ses actions de terrain et sa revue. Les témoignages sont ainsi en première ligne. Au total, ce sont 108 articles qui ont été publiés sur le site en 2023.

Sur Internet, l'association est présente sur Facebook (8 000 abonné·es), réseau toujours important pour faire connaître les événements et actions de l'association.

Le Mouvement du Nid a également un compte Twitter (6 300 abonné·es), pour les informations les plus institutionnelles, un réseau moins développé depuis deux ans en raison du ton très agressif que prennent les échanges, qui ne correspond pas à l'éthique de l'association, qui préfère ouvrir le dialogue et la discussion. Instagram est désormais un réseau très important pour le lien avec la communauté abolitionniste, et les survivantes. Le compte avait fin 2023 3 700 abonné·es.

LinkedIn est devenu le réseau indispensable pour la communication auprès des partenaires actuels et potentiels. Les « posts » concernant nos actions de prévention, de formation et d'insertion (guide insertion) sont particulièrement appréciés. Le Mouvement du Nid est désormais suivi par plus de 2 000 personnes (+ 100 %).

Le plaidoyer : obtenir la mise en place de véritables politiques publiques abolitionnistes



EN 2023

- 2 campagnes de plaidoyer
- 3 mobilisations nationales

Le Mouvement du Nid a déployé ces dernières années un effort important pour promouvoir la loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel, finalement promulguée le 13 avril 2016. Depuis lors, nous plaçons pour obtenir sa mise en place sur tout le territoire et dans tous les domaines de son application.

En délégation départementale comme au niveau national et international, nous n'avons cessé d'aller à la rencontre des responsables politiques et des différentes administrations et institutions pour les convaincre de l'importance de poursuivre la dynamique de la loi et d'aller plus loin, dans des domaines tels que le proxénétisme sur Internet, la prostitution des mineur·es, la protection des victimes, la prostitution filmée ou les arrêtés anti prostitution adoptés par plusieurs municipalités. Enfin, nous poussons à un changement d'échelle pour donner les moyens à cette politique publique nouvelle d'atteindre son objectif : réduire le nombre de victimes de la prostitution.

C'est l'ensemble de notre Mouvement qui s'implique dans ce beau combat : d'une part, un engagement auprès des victimes du système prostitueur et contre ceux qui les exploitent ; d'autre part, la conquête d'une société plus égalitaire et solidaire.

*« Je m'appelle Blessing. Je me suis longtemps prostituée et n'avais aucun espoir de sortir de cette situation. Grâce au PSP j'ai enfin pu arrêter cette vie. Je me suis inscrite à Pôle Emploi, j'ai trouvé un travail et appris à parler français. Je suis devenue une personne indépendante et libre. »
Une femme accompagnée en Haute-Garonne*

EN RÉSUMÉ

2023, LE PLAIDOYER EN UN COUP D'ŒIL

Tout au long de 2023 se sont succédés des temps d'échanges et de concertations liés à l'élaboration d'une Stratégie nationale interministérielle sur la prostitution, maintes fois repoussés par les remaniements gouvernementaux. Notre association a participé à ces rendez-vous pour porter la voix des personnes prostituées auprès des pouvoirs publics. Nous avons aussi rencontré différents ministères (Justice, Éducation nationale, Enfance...) (p. 37). Notre mission de plaidoyer s'est aussi portée sur la nécessité d'élever le montant de l'allocation associée aux Parcours de sortie et de manière générale d'accorder plus de moyens à l'accompagnement social en faveur des personnes prostituées (p. 37 et 38). « Assistance sexuelle », pornographie, mobilisations internationales, le Mouvement du Nid a à cœur d'apporter aux débats de société sa perspective abolitionniste féministe (p. 38).

En 2023, une mobilisation à tous les échelons, sur tous les sujets

Durant l'année 2023, le Mouvement du Nid s'est investi aux niveaux local, national et international pour améliorer les droits des personnes prostituées et lutter contre le système prostitueur.

Au niveau départemental, agir pour plus de droits pour les victimes

Nous agissons au niveau local via nos délégations départementales pour faire reconnaître les droits des personnes prostituées et lutter contre l'impunité des prostitueurs. Courriers aux préfets, rencontre des élu·es locaux, rendez-vous avec les délégué·es aux droits des femmes et à l'égalité, nous agissons de concert entre équipes locales et secrétariat national pour mieux faire appliquer la loi de 2016 et obtenir plus de droits et de protection pour les victimes.

Dans les différents ministères, obtenir la pleine application de la loi de 2016

L'année 2023 a été rythmée par les annonces des ministres en charge de l'égalité femmes-hommes d'une stratégie interministérielle de lutte contre le système prostitutionnel.

Isabelle Rome a tenu en février un comité de suivi de la loi du 13 avril 2016. Nous avons démontré dans une note rendue publique par voie de communiqué de presse que cette politique publique fonctionnait là où elle est appliquée ; mais que nos associations de terrain constataient de nombreux dysfonctionnements quant au volet social de la loi, l'interdiction d'achat d'actes sexuels et la lutte pour diminuer le nombre de victimes.

À l'occasion du septième anniversaire de la loi, avec 146 associations et personnalités féministes, nous avons publié une tribune dans *Le Monde* réclamant davantage de moyens pour la faire appliquer. En juin et juillet, le Mouvement du Nid a été convié à 9 ateliers de concertation réunissant les associations de terrain et les administrations des différents ministères afin d'identifier ensemble les mesures à prendre pour une pleine et entière application de la loi, et son amélioration. Lors de la présentation finale de cette concertation, la ministre a présenté 90 recommandations devant être arbitrées par le gouvernement.

Du fait d'un remaniement gouvernemental, l'élaboration de cette stratégie a été repoussée. Mme Couillard a réuni les associations de lutte contre la prostitution et la traite des êtres humains en octobre pour relancer le processus. Nous avons à nouveau publié un CP exprimant l'urgence de la mise en œuvre d'une stratégie globale à un niveau interministériel avec un engagement réel des ministres concerné·es, et la nécessité de rassembler un comité de suivi de la loi, au moins deux fois par an. Nous avons également porté le fait que cette stratégie devait s'articuler avec les dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Un nouveau remaniement a à nouveau retardé la mise en place de cette stratégie (lancée par Aurore Bergé en mai 2024 ndlr).

Sollicités par le **Ministère de l'Enfance**, nous avons participé à des réunions d'évaluation du plan de lutte contre la prostitution des mineur·es et à l'élaboration du nouveau.



Parallèlement, nous avons participé à la concertation mise en place par le gouvernement et la MIPROF pour l'élaboration du nouveau plan de lutte contre la traite des êtres humains, présenté en octobre 2023. Nous avons participé à plusieurs ateliers pour porter l'importance de considérer la prostitution comme une violence sexiste et sexuelle dans ce plan, d'y intégrer la lutte contre la demande et l'amélioration de la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Ce plan a été présenté en octobre 2023. Nous étions également présentes pour la présentation de l'enquête annuelle de MIPROF sur la traite des êtres humains.

En 2023, nous avons travaillé avec différents ministères, à notre initiative ou la leur (Justice, Éducation nationale, Enfance, et bien sûr égalité femmes-hommes). En prévision des Jeux Olympiques organisés à Paris en 2024, nous avons été conviés à plusieurs réunions par l'Élysée et le ministère de l'égalité femmes-hommes pour contribuer à une campagne de sensibilisation contre les violences sexuelles durant l'événement, et notamment l'achat d'actes sexuels.

Les parlementaires nous sollicitent

Comme chaque année, nous avons répondu aux demandes d'audition des parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale. Les sénateurs Arnaud Bazin et Éric Bocquet, rapporteurs spéciaux des crédits de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » nous ont interrogées pour la Commission des finances du Sénat sur la politique de conventionnement avec les associations. À l'Assemblée nationale, Perrine Goulet pour la commission des finances et Julie Delpech nous ont sollicitées au sujet du Projet de loi de finances 2024. Perrine Goulet a inscrit dans son rapport qu'elle estimait nécessaire d'octroyer davantage de moyens à la politique de lutte contre la prostitution. Elle a indiqué que le montant de l'Aide financière délivrée aux bénéficiaires des Parcours de sortie de prostitution était trop faible et a déposé un amendement visant à inciter le Gouvernement à revaloriser cette aide à hauteur du montant du revenu de solidarité active, c'est-à-dire à 598,94 euros.

Julie Delpéch a recommandé « *d'assortir les accroissements de l'enveloppe de l'aide financière à l'insertion sociale (AFIS) du financement de moyens humains permettant d'accompagner les personnes en parcours de sortie de prostitution.* »

Une action concrète auprès des offices et des services

Claire Quidet, présidente du Mouvement du Nid est membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes depuis 2022. Elle siège à la commission violences qui a travaillé en 2023 à un rapport sur la pornocriminalité : *Pornocriminalité, mettons fin à l'impunité de l'industrie pornographique*, publié en septembre 2023.

En 2023, nous avons sollicité l'OFPPA pour rencontrer les équipes en charge des vulnérabilités, de la traite des êtres humains et des violences de genre. Cette rencontre a eu lieu en septembre 2023. Le Mouvement du Nid est habilité à accompagner des demandeurs-ses d'asile à l'OFPPA.

Nous avons participé aux Universités d'été du CNCPH pour une table-ronde portant sur l'assistance sexuelle. Notre porte-parole Héma Sibi y a présenté la position de l'association.



Le Mouvement du Nid mobilisé pour les droits humains

En 2023, le Mouvement du Nid s'est porté à huit occasions partie civile pour soutenir les intérêts des victimes. Ainsi, dans le procès à la suite du meurtre de Vanessa Campos, nous avons témoigné au tribunal de Créteil pour rappeler que la victime était exploitée par le système prostitutionnel et qu'il s'agit d'un féminicide. Les deux hommes ont été condamnés à 14 ans et 17 ans de prison ferme.

Dans le cadre de notre constitution partie civile dans les procès liés à l'industrie pornographique, nous avons publié un communiqué de presse suite à de nouvelles révélations du site Médiapart sur les agissements du « *porno français* » et la complicité des diffuseurs avec les producteurs mis en examen dans le cadre des affaires judiciaires en cours. Ces nouvelles révélations confirment nos constats sur la prostitution filmée : c'est un système de violences prostitutionnelles à grande échelle. L'enquête démontre à nouveau que, du recrutement au tournage, les stratagèmes mis en place par les principaux mis en cause relèvent de méthodes proxénètes. La mise sous emprise et l'exploitation de la vulnérabilité des victimes structurent leur mode opératoire. Le Mouvement du Nid a réaffirmé son soutien aux victimes, et salué une nouvelle fois leur courage de témoigner. Nous demandons justice pour elles et toutes les autres exploitées par le système porno-prostitueur.

Enfin, l'association était active auprès de la Cour Européenne des droits de l'Homme (CEDH). La CEDH a en effet déclaré recevable une requête de 2019, qui dénonçait la pénalisation des acheteurs d'actes sexuels instaurée par la loi du 13 avril 2016, une saisine qui s'inscrivait dans une démarche militante d'opposition à la loi visant à lutter contre le système prostitutionnel, dans la continuité de la question prioritaire de constitutionnalité rejetée par le Conseil constitutionnel en 2019. Cette décision, comme le précise la CEDH, ne préjuge pas du bien-fondé de la requête elle-même, au sujet de laquelle la Cour se prononcera dans un prochain arrêt. Avec d'autres associations, nous avons publié un communiqué de presse pour rappeler que la Cour ne s'était pas prononcée sur le fond et que nous restions mobilisés au niveau national et européen pour faire appliquer la loi de 2016 en tant que législation la plus protectrice pour les personnes prostituées.



LE COLLECTIF, TOUJOURS !

Nous avons été interrogées par la Fondation des femmes pour le rapport « Où est l'argent pour les femmes victimes de violences » qui dresse l'état des lieux du budget de l'État consacré à la lutte contre les violences faites aux femmes, ainsi qu'une évaluation des besoins qui seraient nécessaires pour une réponse à la hauteur des besoins. Le rapport intègre le sujet des violences sexuelles dont la prostitution. Nous avons co-signé l'appel des 191 associations féministes. Les intentions ne suffisent pas, l'État doit investir au minimum 2,6 milliards contre les violences faites aux femmes !

Nous avons appelé à manifester le 25 novembre dans le cadre de l'appel unitaire des associations féministes qui prenait clairement position contre le système prostitueur.

Enfin, nous avons participé à l'organisation d'un rassemblement le 27 novembre à l'initiative de CAP International pour la non-marchandisation des femmes et des filles en Europe, en soutien à la loi abolitionniste française mise en cause devant la Cour Européenne des droits de l'Homme.



MOUVEMENT DU NID-FRANCE



Une vie associative créative, participative
et dynamique

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Mesurer le chemin accompli et préparer l'avenir

Ce moment unique de la vie associative, qui s'est déroulé les 10 et 11 juin 2023 à Écully près de Lyon, a connu une belle mobilisation militante des membres du Mouvement du Nid, bénévoles et salariés.

Théâtre d'échanges animés, dynamisée par l'enthousiasme militant et les apports des partenaires et survivantes de la prostitution invitées, l'AG est toujours un moment fort de la vie associative.

Les rapports annuel et financier ont été adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale. Leur présentation devant les participant·es fut l'occasion de revenir sur une année 2023 particulièrement riche en projets. Aux intenses besoins d'accompagnement sur le terrain s'est ajouté le travail considérable mené dans les domaines de la formation et de la prévention. L'association a également fortement développé son action de co-accompagnement des mineur·es en situation de prostitution, en soutien aux professionnel·les de terrain.

Sur le front de la sensibilisation et du plaidoyer, les enjeux liés à la lutte contre l'industrie pornographique ont mobilisé l'association.

Durant tout le week-end, divers ateliers de réflexion sur nos pratiques ont eu lieu : les enjeux liés à nos activités de rencontre dans les nouveaux lieux de prostitution (hôtels, appartements loués, Internet, aller-vers numérique), la lutte



contre la prostitution des mineur·es, les actions de l'association à l'international, les enjeux actuels liés à la prostitution et au handicap. La présentation du nouveau projet associatif a été un temps fort de cette Assemblée générale. Il fixe les orientations de l'association jusqu'en 2027.

Une Assemblée générale extraordinaire a été tenue le 3 décembre 2023 pour adopter le projet associatif.

Focus sur notre Projet associatif

2023 s'est clôturée avec le vote de notre Projet associatif 2023-2027, point d'orgue d'une démarche participative très riche.

Après tant d'années d'existence, le Mouvement du Nid a toujours suivi sa vision : celle qu'une société sans prostitution est non seulement possible, mais surtout qu'elle est nécessaire, tant le système prostitutionnel est une violence pour toutes les personnes qui la subissent, et fait obstacle à une société égalitaire, libre et respectueuse.

Si cette conviction reste inébranlable, la manière dont nous souhaitons œuvrer collectivement varie en fonction des époques, des nouveaux enjeux, des évolutions sociétales et législatives.

Présenté et voté lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 3 décembre 2023, notre projet associatif 2023-2027 sera notre boussole. Il traduit nos missions, notre approche, nos pratiques et nos ambitions pour les cinq prochaines années. Il constitue notre socle commun, notre outil de développement et de cohésion, le moteur de notre dynamique associative et tout l'enjeu notamment en 2024 sera de le déployer et de le faire vivre à l'échelle locale et nationale dans une pleine articulation, en faveur des personnes prostituées et du projet de société que nous portons.

Nous avons mené ce travail ambitieux en restant fidèle à notre engagement premier, celui d'être présent·e inconditionnellement auprès des personnes prostituées. Et avec une méthode : la concertation, l'intelligence, la démocratie associative.

Notre Projet associatif s'est en effet élaboré au fil d'étapes engageant l'ensemble de l'association : un « Tour de France » des délégations conduit dès 2020 suivi d'ateliers en visio rassemblant 125 participant·es puis une rédaction confiée à la coordinatrice nationale qui a coordonné les contributions de divers membres du comité national et du secrétariat.



Les responsables de délégations élaborent ensemble les orientations de leur association

Cette assemblée ouverte aux délégué·es départementaux du Mouvement du Nid est animée par son Comité national. Elle se réunit habituellement deux fois par an pour deux jours de travaux communs au Secrétariat national du Mouvement du Nid, durant lesquels, les délégué·es font part de leurs préconisations pour l'orientation de l'action du Mouvement du Nid.

Le Conseil national d'orientation (CNO) de printemps permet un point d'étape avant l'Assemblée générale (AG), celui de l'automne mesure les effets des décisions de l'AG précédente et affine leur application. Les délégué·es y partagent les informations du terrain, les problématiques locales, les actions en cours et les projets de leur équipe ainsi que leurs faiblesses et leurs forces.

Le CNO est aussi un temps de dialogue entre les délégué·es, le Comité national et le Secrétariat. Enfin, les délégué·es y bénéficient d'informations et de conseils concernant les salarié·es, les stagiaires et les volontaires en service civique qui travaillent dans leur délégation.

En 2023, deux CNO se sont tenus en avril et décembre.

CNO de printemps (1^{er} et 2 avril 2023)

Ce CNO a permis de préparer la future Assemblée générale et d'échafauder un programme prévisionnel. Il a été l'occasion de dresser des points d'étape à propos de plusieurs projets nationaux d'envergure, sur le projet associatif, le parcours bénévole et les nouveaux partenariats.

CNO d'automne (2 et 3 décembre 2023)

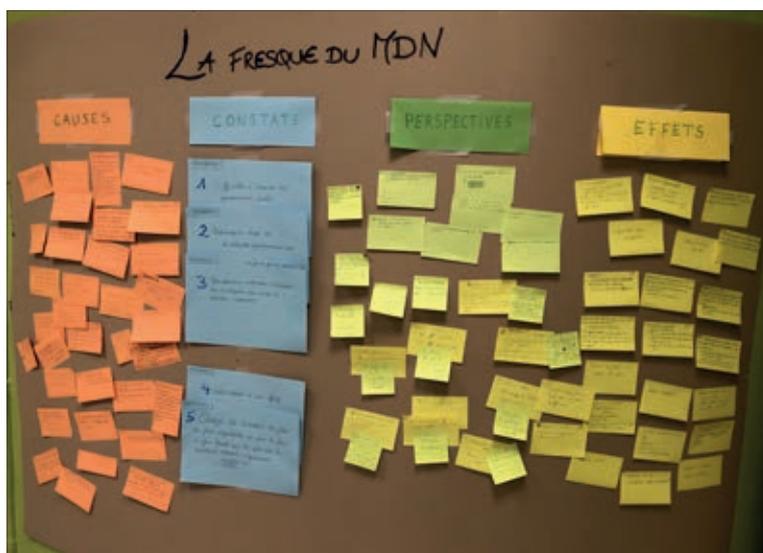
Lors de ce CNO, les participant·es, dans la continuité des réflexions amorcées lors de l'Assemblée générale, se sont concentrés sur des axes centraux pour le développement de

l'association. Le CNO a également travaillé sur plusieurs projets d'envergure nationale. Il a enfin pu définir une méthodologie de déclinaison du projet associatif aux niveaux local et national.



Les délégué·es, chef·fes d'orchestre de l'action départementale

Le Mouvement du Nid s'appuie, pour mettre en œuvre ses actions, sur une unité départementale : la délégation. Celle-ci est composée de militant·es auxquels peuvent s'associer des sympathisant·es et des salarié·es ; elle se choisit un·e délégué·e départemental·e et éventuellement un ou une co-délégué·e parmi les militant·es. Cette personne reçoit alors délégation du Comité national pour mettre en œuvre au niveau local la politique et les actions de l'association. Les délégué·es ont de nombreuses tâches et un rôle essentiel dans la cohésion du Mouvement. Ils et elles organisent l'action de la délégation au niveau local, développent la formation de ses membres, promeuvent l'engagement et recherchent de nouveaux militants et militantes. Les délégué·es représentent localement le Mouvement du Nid et engagent des partenariats. Ce sont eux et elles qui veillent au suivi financier et ont la responsabilité des salarié·es le cas échéant. Enfin, grâce à leurs échanges et à leurs apports lors des assemblées générales, commissions, conseil national, et leur dialogue avec le Comité national, ils et elles maintiennent une unité dans notre action sur l'ensemble du territoire.



Le Comité national, une instance motrice pour l'action nationale

Le Comité national est l'instance exécutive du Mouvement du Nid-France, composé de militant·es élus par l'Assemblée générale. Il désigne en son sein, pour un mandat de trois ans renouvelable, le ou la président·e, le ou la secrétaire général·e, le ou la trésorier·e.

Le Comité national s'est réuni à 9 reprises en 2023 (habituellement, huit réunions sont tenues chaque année). Ces réunions sont l'occasion de faire un point sur le réseau des délégations départementales, les actions de plaidoyer, les relations avec les personnalités, partenaires et institutions, de préparer les réunions nationales (CNO, AG), les projets d'échelle nationale, les formations des militant·es, les sujets abordés dans la revue *Prostitution et Société*, ou encore de piloter les questions financières et de ressources humaines.

Entre chaque réunion, le Comité national se donne une feuille de route répartie entre ses membres et le Secrétariat national. Plusieurs militant·es ont été, en 2023, missionnés par le Comité : Jacques Hamon (directeur de la publication de la revue *Prostitution et Société*), ainsi que Pierre Albert qui représente le Mouvement du Nid au Collectif de lutte contre la traite des êtres humains et au conseil d'administration de la Fondation Scelles.

Une mobilisation importante en soutien aux délégations

Les membres du Comité national ont pour mission d'adapter et de développer l'action de l'association en suivant les orientations définies par l'Assemblée générale. Cet effort est partagé avec les délégué·es, responsables départementaux de notre association, avec qui de nombreux échanges ont lieu pour préparer le travail du comité, et le Secrétariat national.

Le rôle du Secrétariat national

Le Secrétariat national assure une partie de la mise en œuvre de cette mission de soutien aux délégations au quotidien. Toute l'équipe est particulièrement mobilisée pour appuyer les délégations en matière de financements, développer des partenariats, définir le plaidoyer financier, organiser le travail des équipes locales et communiquer au grand public des actions mises en place.

Des responsabilités partagées

Au sein du Comité national, des membres se sont vu confier la responsabilité du suivi de questions spécifiques :

- Nastasia Hollender : Soutien aux délégations.
- Lénaïg Le Fouillé et Marion Sauvage : Affaires juridiques.



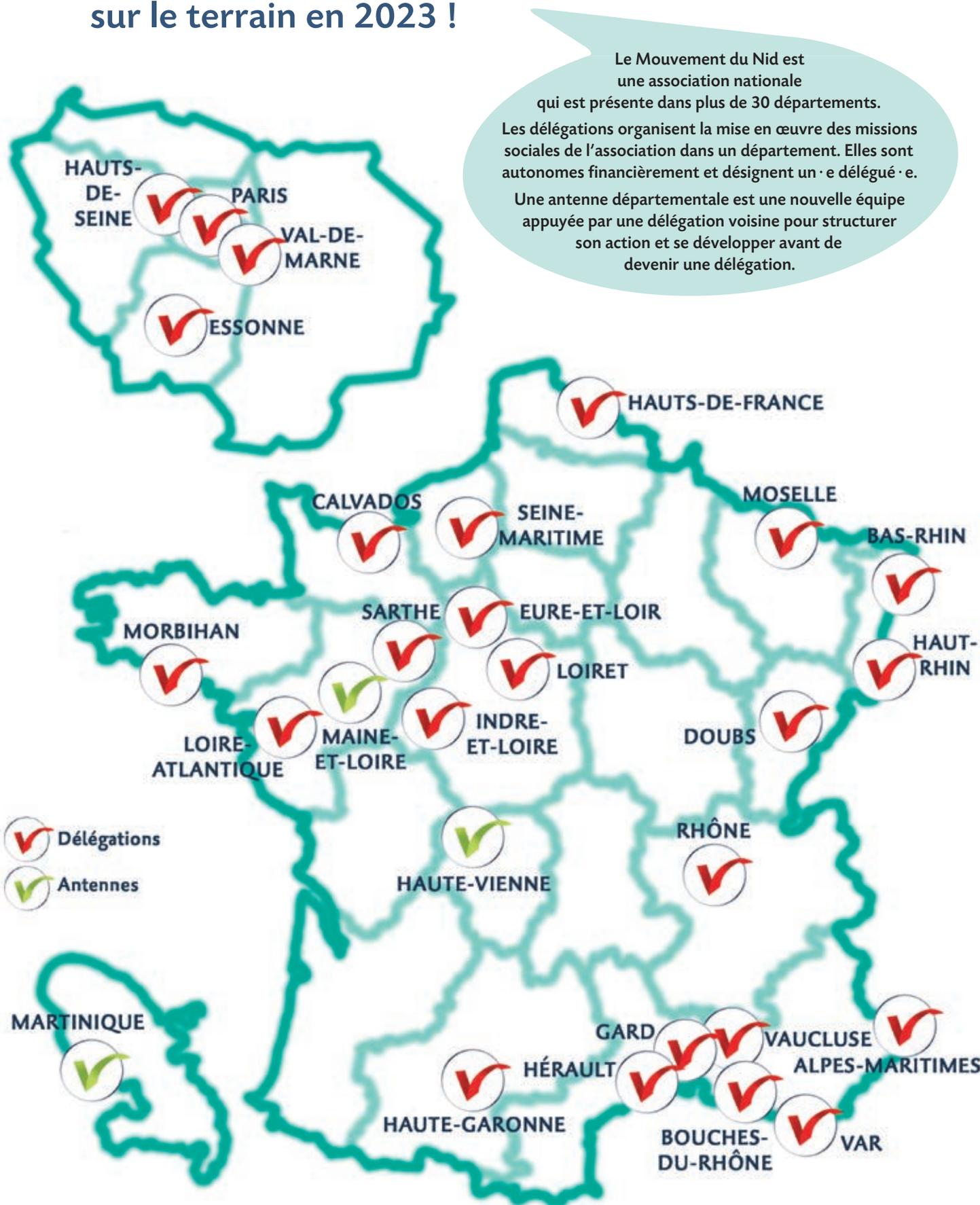
Le Secrétariat national assure également le suivi des agréments nationaux (accueil de volontaires en service civique, mise en œuvre des parcours de sortie, Éducation nationale, Éducation populaire), organise les formations nationales, assure la logistique des CN, CNO et AG et conduit les projets nationaux. Il conduit enfin la gestion des ressources humaines ainsi que la comptabilité nationale et combinée, réalise la maquette des outils, prépare les commandes des documents de prévention, formation et sensibilisation. Il conçoit des actions de communication, de formation, de plaidoyer et de relations institutionnelles ainsi que les outils de l'association.

Partenariats

Le Mouvement du Nid a développé en 2023 ses partenariats. Une convention a été signée avec la Fédération nationale des centres d'information des femmes et des familles (FNCIDFF). Cette convention a pour objectif de rapprocher les deux associations nationales et leurs délégations/associations départementales en matière de plaidoyer et d'accompagnement des personnes prostituées. Ainsi, les deux réseaux ont souhaité se renforcer réciproquement en mettant à profit leurs expertises respectives en matière d'une part de connaissance du système prostitutionnel et de l'accompagnement spécifique des personnes en situation de prostitution (pour le Mouvement du Nid) et d'autre part de compétences en matière d'accès aux droits (et notamment droit des étrangers) et d'insertion professionnelle (pour les CIDFF). Cette convention est triennale.

La Fondation des femmes a, cette année encore, été un partenaire indispensable du Mouvement du Nid à travers le dispositif Abri d'urgence, le soutien financier apporté à deux délégations départementales du Mouvement du Nid (la Martinique et le Bas-Rhin), la mise à disposition de la salle de la Cité Audacieuse pour plusieurs événements et du studio d'enregistrement du podcast réalisé par des survivantes avec le soutien de l'association.

25 délégations et 3 antennes pour agir sur le terrain en 2023 !



Le Mouvement du Nid est une association nationale qui est présente dans plus de 30 départements. Les délégations organisent la mise en œuvre des missions sociales de l'association dans un département. Elles sont autonomes financièrement et désignent un « délégué ». Une antenne départementale est une nouvelle équipe appuyée par une délégation voisine pour structurer son action et se développer avant de devenir une délégation.

2023 : une mobilisation forte auprès des délégations et des nouvelles gouvernances

L'année a été marquée par une forte mobilisation du siège dans l'appui à l'action des délégations départementales, notamment dans leur action d'accompagnement. Un soutien renforcé a été déployé sur deux territoires traversant des changements structurels importants afin de maintenir l'activité et d'accompagner les équipes dans la transition. L'année 2023 s'est également clôturée avec le vote de notre Projet associatif 2023-2027, fruit d'une démarche collaborative très riche ! Le travail du Secrétariat national du Mouvement du Nid est rendu possible par le soutien constant du Service droits des femmes et égalité.

Deux postes dédiés à l'appui des équipes et des nouveaux groupes de travail

Au poste de coordinatrice nationale de la vie associative, créé il y a 5 ans, s'est ajouté, en mars 2023, un poste de chargée d'appui à l'accompagnement pour soutenir l'action en direction des personnes prostituées, à l'échelle de notre réseau. La création de ce poste a été permise par les financements de l'AGRASC.

La chargée d'appui à l'accompagnement contribue à renforcer le rôle du siège dans l'appui aux délégations dans un contexte de précarité accrue, d'exposition forte au risque prostitutionnel et de complexification de l'accompagnement des personnes au regard de l'urgence sociale constante et de l'augmentation des sollicitations.

Elle a également initié un état des lieux de l'action d'accompagnement conduite par les délégations et a été à la rencontre d'une dizaine de délégations départementales à cet effet (cet état des lieux sera finalisé courant 2024).

Ce poste répond également à des besoins à l'externe, à savoir les nombreuses sollicitations de professionnel·les au sujet des situations de prostitution concernant très majoritairement des mineur·es et jeunes majeur·es.

Pour répondre aux besoins, notre démarche d'appui aux délégations départementales s'est déclinée sous plusieurs modalités, parmi laquelle l'**instauration de 3 groupes de travail thématiques**, ouvert à l'ensemble des délégations, selon leurs besoins :

- Le premier dédié au Parcours de Sortie de Prostitution ;
- Le second relatif à la prostitution des mineur·es ;
- Le troisième consacré aux échanges de pratiques dans l'accompagnement.

Ces groupes de travail poursuivent plusieurs objectifs : questionner, appuyer et capitaliser les pratiques d'accompagnement en délégations, favoriser le partage d'informations et la montée en compétences des équipes, renforcer notre culture commune concernant la relation d'aide et essayer les bonnes pratiques, assurer une veille concernant le bien-être des équipes et la charge émotionnelle inhérente à l'accompagnement de victimes de violences sexistes et sexuelles...

Grâce à l'Intranet de l'association, les compte-rendus de ces travaux – écrits ou enregistrements vidéos – sont mis à la disposition de tous les membres. L'Intranet permet également de rassembler pour mémoire les différentes questions et difficultés rencontrées par les équipes dans leurs activités ainsi que les réponses et les solutions qui ont été trouvées.



Un état des lieux de l'action d'accompagnement conduite par les délégations a été initié par la chargée d'appui accompagnement qui a rencontré une dizaine de délégations départementales (cet état des lieux sera finalisé courant 2024).

Ce poste s'articule avec la mission de coordination nationale de la vie associative, dédiée à l'appui aux délégations dans leur développement local (soutien aux projets de territoire et structuration de l'activité, appui aux gouvernances locales et aux dynamiques d'équipe, développement des partenariats, recherche de financements...) et à l'animation de notre dynamique de réseau (projet associatif, parcours bénévole...).

Une présence constante sur le terrain

La coordinatrice nationale est allée à la rencontre de la moitié des équipes, soit 13 délégations, au fil de déplacements réguliers. L'appui aux délégations dans leur développement local a ainsi pris plusieurs formes et ce travail commun a abouti à de belles réussites :

– **Un travail de soutien** : Deux délégations sans gouvernance locale ont bénéficié d'un soutien renforcé : appui dans l'action quotidienne, déplacements mensuels auprès de l'équipe locale, lien avec les partenaires, gestion des demandes et suivi des financements, élaboration et mise en œuvre de plan d'action/feuille de route, accompagnement des équipes afin de retrouver de la projection dans un contexte de transition...

Pour les autres délégations, le soutien du siège a pris la forme de temps de travail sur place (notre photo) permettant d'aborder de nombreuses thématiques : l'accompagnement social (PSP et hors PSP), les projets de territoire (réalités locales, enjeux, pratiques, cohésion d'équipe, projets d'avenir...), la montée en compétences des équipes sur des thématiques spécifiques, des rencontres partenariales stratégiques et la participation aux pré-commissions et commissions départementales, des temps de sensibilisation (colloques), le soutien aux changements de gouvernances locales et aux nouvelles prises de responsabilités, l'organisation d'un séminaire de travail pour les délégations franciliennes...

– **L'accompagnement individualisé de nouvelles antennes** : En 2022, nous avons accueilli deux nouvelles antennes : le **Vaucluse** et la **Haute-Vienne**. Un an après, ces deux petits nids ont bien grandi ! Notre antenne du **Vaucluse** a renforcé son équipe, son action locale, sa dynamique pour devenir, en décembre 2023, une délégation départementale à part entière avec une gouvernance locale !

Nous nous réjouissons de cette belle avancée qui consolide notre action sur le département et plus largement sur la région PACA avec une belle dynamique inter-délégations à l'œuvre. Notre antenne de **Haute-Vienne** a déployé ses premières actions en 2023 auprès de femmes en situation de prostitution (accompagnements individuels et actions collectives) et auprès du grand public (actions de sensibilisation et participation à des temps forts sur le territoire).

– **Un soutien au plaidoyer financier (recherche et sécurisation des financements)** : En 2023, nos délégations ont notamment déposé 14 projets dans le cadre de l'Appel à projets AGRASC (Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués) à l'échelle régionale, interdépartementale et départementale et 8 projets ont été soutenus ! Dans la continuité de 2022, la dimension régionale de cet Appel à projets a été maintenue pour soutenir l'action des acteurs associatifs de terrain sur l'ensemble des territoires autour des priorités d'actions définies pour renforcer la prévention de la prostitution et l'accompagnement des victimes du système prostitutionnel. Chaque année, cet appel à projets donne lieu à une réunion d'information nationale, en interne, et à un appui aux délégations dans l'élaboration de leurs projets, selon les besoins.

Cette année, nous avons principalement valorisé et consolidé l'existant mais des projets innovants sont également déposés dans ce cadre.

Nous constatons après deux ans d'expérience que cette dimension régionale favorise le rapprochement entre délégations et l'impulsion de projets communs ou inspirants pour d'autres territoires. Nous capitalisons donc les réflexions et les idées nouvelles et anticipons davantage les projets que nous souhaiterions voir financer d'une année sur l'autre.

En 2024, nous poursuivrons le travail initié en 2022 concernant la signature de Conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM) avec nos principaux financeurs.

Une nouvelle ressource interne : le Parcours bénévole

Dans le cadre du renforcement de notre dynamique de Réseau et dans la continuité du travail de fond engagé en 2022 concernant l'engagement bénévole, les nouvelles réalités et pratiques, nous avons élaboré en 2023 un nouvel outil ressource pour les délégations : le parcours bénévole !

Ce « parcours bénévole » poursuit un triple objectif :

- Apporter aux personnes qui souhaitent nous rejoindre un cadre lisible et clair concernant le bénévolat au Mouvement du Nid ;
- Définir un périmètre commun concernant l'accueil, l'intégration et la fidélisation des bénévoles en délégations, en prenant en compte les différentes formes de bénévolat ;
- Contribuer à renforcer notre culture commune et donc notre démarche collective en apportant des repères et des étapes clefs, dans une logique collective.

Il se décline en 3 étapes : premier accueil, intégration, fidélisation. Chaque équipe décline ce parcours, sur son territoire, selon les réalités, les besoins, les moyens de la délégation et en s'appuyant sur les points clefs et les ressources précisées pour chaque phase.

Cet outil a vocation à s'enrichir des évolutions et des pratiques au sein de notre Réseau pour être toujours au plus près des besoins bénévoles.

Ce « parcours bénévole » sera mis en œuvre dès 2024 au sein des délégations, avec l'appui de la coordination nationale !



La formation continue de nos membres

L'année 2023 a vu le développement de la formation continue via des webinaires thématiques en sus de l'organisation d'une formation d'approfondissement et des deux sessions de formation initiale.

En 2023, l'association a poursuivi son effort afin de former ses membres nouvellement arrivés à travers deux sessions de base. Celles-ci sont un temps fort de la démarche d'intégration des nouveaux et nouvelles bénévoles et salarié·es (lire aussi l'encadré). Elles représentent une étape clef dans l'engagement au Mouvement du Nid, ouvrant la possibilité d'adhérer à l'association et de contribuer à ses instances de décision. Riches en apports, cette formation socle de deux journées permet de mieux connaître l'association mais également des rencontres entre membres de différentes délégations, comme explique une participante : « Cette formation donne envie de s'investir plus, permet un échange de bonnes pratiques avec des personnes d'autres délégations ».

En 2023, les Sessions de base ont accueilli 57 personnes, de tous territoires, engagées depuis quelques mois et ont permis une progression significative des adhésions.

La formation d'approfondissement

Un des temps forts de l'année a été notre journée de formation d'approfondissement. Cette journée en présentiel a réuni 60 membres du Mouvement du Nid (bénévoles, adhérent·es, salarié·es), représentant 17 délégations dans les locaux de la FNCIDFF à Paris. Elles et ils ont eu la possibilité de suivre huit modules de formation pratiques et théoriques. Ces modules ont été animés à la fois par des intervenantes de l'association mais aussi des professionnel·les externes.

Chacun·e a pu choisir 2 modules à la carte parmi les thématiques suivantes :

- recueillir le récit de vie ;
- les spécificités de l'accueil et l'accompagnement par les bénévoles ;
- la prostitution des mineur·es ;
- la grossesse et la parentalité dans l'accompagnement ;
- le psychotraumatisme ;



- le parcours délégué·e ;
- la prévention ;
- le plaidoyer local.

Les contenus ont été riches et de qualité, selon les participant·es : « c'était passionnant, que dire de plus ! », « on en ressort plus motivé, bravo ! »

L'importance de se former, au fil de son engagement, et d'avoir des temps de discussion, de partage d'expériences et de réflexion, est un sentiment partagé par toutes et tous et a résonné tout au long de cette journée, agrémentée d'un buffet savoureux, cuisiné par Karera, une association d'aide aux femmes éthiopiennes.

Cette journée a aussi permis aux membres des différentes délégations de se rencontrer et d'échanger, de partager les questionnements et de renforcer les postures et bonnes pratiques dans l'action de terrain avec des apports théoriques. Grâce à la mutualisation des ressources et à l'interconnaissance des réalités locales, nous nous renforçons mutuellement sur l'ensemble des actions du Mouvement du Nid.

Session de base, un temps de formation essentiel et fédérateur

Cette formation initiale, d'une durée de deux jours en présentiel, est une étape importante dans le parcours des bénévoles et salarié·es. Elle constitue le socle commun de connaissances de l'ensemble des dimensions de l'association, son histoire militante, ses convictions et la déclinaison de son action sur le terrain. Elle permet de se rencontrer, d'échanger et de partager ce que nous avons en commun : une volonté d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution. Enfin, suivre la session de base est nécessaire pour pouvoir adhérer à l'association.

Au programme : notre philosophie d'action et nos pratiques concernant la rencontre, l'accueil et l'accompagnement des personnes prostituées, la prévention auprès des jeunes, la sensibilisation de l'opinion publique, le plaidoyer politique et nos revendications. En complément, les temps informels permettent d'ouvrir des réflexions, de fédérer les membres des différentes délégations, de cerner les possibilités d'implication dans les projets d'envergure nationale.

Nos sessions de base favorisent l'adhésion des nouveaux·elles membres du Mouvement du Nid et renforcent notre dynamique associative et notre culture commune. Un questionnaire préalable pour recueillir les attentes et une évaluation à l'issue de la formation sont systématiquement proposés. Sur la base de ces retours très constructifs, nous enrichissons le contenu, les outils d'animation et les ressources documentaires pour l'année suivante.

La formation continue s'inscrit dans le parcours bénévole au sein du Mouvement du Nid, cette journée nous a donné de quoi puiser de l'énergie et l'envie de travailler ensemble, pour et avec les personnes que nous accompagnons. Enfin, la convivialité était au rendez-vous. L'occasion pour chacun·e de mettre des visages sur des prénoms, de se voir en vrai et de partager des discussions revigorantes et pleines d'engagement féministe.

La matière de ces modules est disponible sur notre Intranet où nous avons restitué chaque temps sous forme de notes synthétiques.

La formation en ligne, un autre accès à la formation !

Les membres du Mouvement du Nid ont pu participer aux dix webinaires thématiques mensuels proposés via notre plateforme e-learning. Ces temps en visio d'1 h 30 chacun ont permis aux membres de l'association d'échanger avec des professionnel·les externes à l'association et de partager des bonnes pratiques ou questionnements sur plusieurs sujets transverses :

1- Prévention et éducation à la vie affective et sexuelle (février et mars 2023)

De février à mars 2023, trois webinaires sur notre démarche de prévention et sur les nouveaux outils développés par l'association ont permis de rappeler l'importance d'une éducation à la vie affective et sexuelle, notre cadre d'intervention et de partager des exemples d'animation. Ces webinaires ont été animés par notre cheffe de projet prévention et une animatrice prévention

2- La honte dans l'accompagnement (avril et juillet 2023)

Laurence Noelle, survivante de la prostitution, formatrice et autrice du livre *Renaitre de ses hontes* a présenté des pistes d'accompagnement et l'importance de travailler sur la honte dans le parcours des personnes concernées à travers deux webinaires.



3- Les maraudes numériques (juin 2023)

Constance Bénit, chargée de projet maraudes numériques à l'Amicale du Nid et deux membres du Mouvement du Nid du Doubs et de l'Hérault ont présenté des outils et des bonnes pratiques pour mener des activités de rencontre sur Internet. Ce webinar a également été l'occasion de partager des conseils pour se protéger de la violence visionnée sur les annonces de site dédiés à la prostitution.

4- Présentation de la recherche *Ça accélère tout : réseaux sociaux et prostitution* (septembre 2023)

Catherine Bourassa, sociologue québécoise et co-autrice du passionnant rapport *Ça accélère tout* est venue partager les faits saillants du rapport et les différents constats identifiés après un travail tout à fait remarquable d'entretiens auprès de mineures en situation de prostitution et de professionnel·les les accompagnant.

Véritable succès, ce webinar a réuni plus de 80 personnes dont une quinzaine du Mouvement du Nid.

5- Insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de prostitution (octobre 2023)

Notre chargée de projet insertion ainsi que deux collègues de la FNCIDFF, chargées de projet insertion, nous ont parlé des freins à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de prostitution et ont partagé des pistes d'accompagnement ainsi que des exemples d'outils concrets tels que les services emplois des CIDFF.

6- Accueillir les victimes de violences sexistes et sexuelles (novembre 2023)

« Comment accueillir des victimes de violences sexistes et sexuelles ? », « Que dit la loi ? », « comment aborder la prostitution avec des personnes concernées ? ». Sylvie Vigourt-Oudart, responsable du CRIAVS Champagne Ardennes, a répondu à ces questions en insistant sur l'importance de nommer la violence et de déculpabiliser les victimes.

7- La prostitution des mineures en Seine Saint Denis (décembre 2023)

Alix Vallot, co-autrice du rapport *Prostitution des mineures en Seine Saint Denis (2021)* a présenté des chiffres alarmants entre la prostitution et les violences vécues avant la prostitution. Les participantes ont échangé sur le repérage des signaux d'alerte quant à la prostitution, de la violence prostitutionnelle et des difficultés d'accompagnement.

SERVICES CIVIQUES

Des volontaires engagés et mobilisés pendant la crise sanitaire



Le Mouvement du Nid est agréé pour recevoir des volontaires. Cet engagement suppose une réelle volonté d'accompagner des jeunes dans un parcours d'apprentissage de la citoyenneté et de développement personnel. Les premiers acteurs de la réussite de cet engagement sont les délégations qui proposent la mission, et particulièrement les tuteurs de ces volontaires.

Ainsi, en 2023, 8 d'entre eux ont participé à l'animation des activités dans 7 délégations départementales.

L'agrément du Mouvement du Nid pour accueillir des volontaires en service civique a été renouvelé pour trois ans le 18 mars 2021. L'Agence du Service civique nous a accordé une enveloppe de 18 postes par an, sur deux missions :

- Le soutien aux activités de prévention des comportements sexistes et de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes.
- L'accueil et l'accompagnement de personnes en situation de prostitution.

L'implication de volontaires dans l'accompagnement de personnes accueillies dans nos permanences a permis d'offrir une plus grande convivialité. Leur soutien, pour prendre des appels téléphoniques, remettre de la documentation et orienter les personnes vers les bons interlocuteurs, dégrossir les demandes exprimées, permet d'alléger à bien des égards le quotidien des salarié·es et des bénévoles. En prévention, leurs démarches ont permis de développer de nouveaux outils d'intervention, de développer des actions auprès de nouveaux publics, de développer la sensibilisation sur les réseaux sociaux et de multiplier les actions de prévention sur site.

Les retours des jeunes volontaires sont très positifs. Ils prennent confiance en eux grâce aux interventions en tandem avec un ou une militante. Ils précisent leur parcours personnel et leur projet professionnel. Certain·es précisent leur orientation professionnelle et reprennent un cursus dans le travail social.

SOLIDARITÉ

Des appels aux dons pour consolider notre action et notre indépendance

Deux campagnes de dons ont été organisées au bénéfice de notre association en 2023. Elles resserrent les liens avec nos donateurs et donatrices et nous font connaître auprès de celles et ceux qui souhaitent soutenir une cause humaniste, progressiste et emblématique de l'égalité femmes/hommes.

Depuis 2020, ces appels à la solidarité prennent une gravité particulière. En effet, la crise sanitaire a eu pour effet d'aggraver les conditions d'existence des personnes prostituées, entraînant des conséquences désastreuses pour la plupart ; cette crise a aussi été un déclencheur, pour beaucoup d'entre elles, d'une volonté de sortir de la prostitution. Nous avons dû à la fois parer aux urgences et nous rendre disponibles pour construire de nouveaux projets, loin de la prostitution, avec les personnes qui en exprimaient le souhait. Nos appels aux dons ont tâché de faire prendre conscience de ce double enjeu.

Nous valorisons dans nos campagnes nos actions de rencontre et d'accompagnement des personnes et de prévention. Les lettres que nous envoyons à celles et ceux qui nous soutiennent par leur générosité sont l'occasion de montrer que ces dons sont bien employés et servent à agir sur le terrain.

Depuis 2017, nous développons de nouveaux formats de campagne d'appel aux dons en ligne. Il est déjà possible de faire des dons en ligne, via notre page sur la plateforme HelloAsso. Nous relayons désormais nos deux campagnes sur le web, avec l'appui de nos militant·es et de nos sympathisant·es. Ces campagnes en ligne nous permettent de



partager des contenus concis et percutants sur ce que le Mouvement du Nid apporte aux personnes prostituées et à la société par son combat abolitionniste.

Nous continuons de développer cette stratégie, qui représente certes un effort important mais qui permet de nous faire connaître de nouveaux donateurs et donatrices et qui constitue également une action de sensibilisation à part entière.

Nourrir une diplomatie féministe et abolitionniste

Le Mouvement du Nid a envoyé deux représentantes à la Commission on the Status of Women organisée par les Nations Unies en mars 2023. L'association était présente lors des réunions organisées par la représentation française, l'occasion de rappeler à la France ses engagements pour l'abolition de la prostitution et le souhait d'une diplomatie forte en ce sens.

Nous sommes également intervenues lors d'un « parallèle event » organisé par des associations partenaires de CAP international sur la pornographie, aux côtés de Gail Dines et de Mandy Sanchez. Pour rappel, Gail Dines est l'auteurice d'un ouvrage de référence sur l'industrie pornographique intitulé *Pornland : comment le porno a envahi nos vies*.

Nous avons présenté les actions menées aux côtés des victimes de prostitution filmée, notamment en tant que partie civile dans le cadre des « procès du porno français ». Nous avons également évoqué le rapport du Sénat et les avancées législatives espérées en France contre l'industrie pornographique et les violences qu'elle banalise et perpétue.

Cette participation a été l'occasion de rencontrer des associations faisant partie du réseau de CAP international, d'en savoir plus sur la réalité du système prostitutionnel à l'étranger, et de discuter entre alliées abolitionnistes de tous pays !

Claire Quidet, présidente du Mouvement du Nid, a participé à la conférence *Ni du Sexe ni un travail* à Malte en septembre à l'invitation de Dar Hosea, association membre de CAP, en collaboration avec CAP International.

En novembre 2023, nous avons accueilli, en lien avec CAP International, une délégation de féministes ukrainiennes agissant en faveur de l'abolition de la prostitution. Après un échange dans nos locaux franciliens, nous avons participé ensemble à un événement à l'Assemblée nationale qui



rassemblait un panel de parlementaires, de survivantes et d'expertes de la prostitution. L'objectif était notamment de mobiliser les parlementaires en solidarité avec les femmes ukrainiennes, et de lancer un appel commun sur la nécessité de pénaliser la demande pour l'achat d'actes sexuels tout en garantissant une protection et des alternatives pour toutes les femmes exposées à la prostitution.

Enfin, nous avons salué par voie de communiqué de presse, avec notre coalition internationale (CAP), l'adoption d'un rapport du parlement européen en faveur de l'abolition de la prostitution. Le Parlement européen a appelé les États membres à adopter toutes les composantes du modèle abolitionniste de la prostitution. Ce vote est une victoire majeure pour les personnes prostituées, car il reconnaît la prostitution comme une forme de violence et appelle les États membres de l'UE à mettre en œuvre toutes les composantes du modèle abolitionniste.

COMITÉ NATIONAL (Conseil d'Administration)



Claire QUIDET
Présidente nationale



Marion SAUVAGE
Secrétaire générale



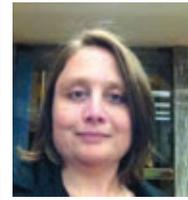
Nastasia
HOLLENDER
Trésorière



Lénaig
LE FOUILLÉ
Membre



Benjamin
NGUYEN
Membre



Élodie PELISSIER
Membre

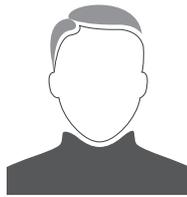


Marine TOCCO
Membre

CHARGÉ · ES DE MISSION AUPRÈS DU COMITÉ NATIONAL



Jacques HAMON
directeur de la
publication de la
revue *Prostitution et
Société*



Pierre ALBERT
Collectif de lutte contre
la traite des êtres
humains et au conseil
d'administration de la
Fondation Scelles

DÉLÉGUÉ · ES DÉPARTEMENTAUX



Élodie Pelissier
Alpes-Maritimes



Floriane Boudouard
Bouches-du-Rhône



Nathalie Devictor
Bouches-du-Rhône



Nicole Gauer
Calvados



Alice Jehl
Doubs



Yamina Daoudi
Eure-et-Loir



Marylise Logez
Haute-Garonne



Anne Devaux
Haute-Garonne



Hérault



Pierre Mabire
Indre-et-Loire



Loire-Atlantique



Loiret



Zohra Gacemi
Maine-et-Loire



Marie-Renée Jamet
Morbihan



Clémence Aubry
Moselle



Léa Bazin
Moselle



Bernard Lemettré
Hauts-de-France



Bas-Rhin



Marc Namur
Haut-Rhin



Vinciane Maume
Rhône



Marine Tocco
Rhône



Marie-Claude
Leroux
Sarthe



Paris



Marjolaine Lebailly
Seine-Maritime



Benjamin Nguyen
Var



Martine Demay
Var



Philippe Gastrein
Vaucluse



Daniella Tancredi
Vaucluse

du Mouvement du Nid-France



Haute-Vienne



Évelyne Bar
Essonne



Anne-Marie Bériot
Hauts-de-Seine



Claire Quidet
Val-de-Marne



Lavinia Ruscigni
Martinique



Jacques Hamon
Délégué régional
Île-de-France

SALARIÉES AU SECRETARIAT NATIONAL



Maurianne Alves
Accompagnement
social



Stéphanie Caradec
Directrice



Mathilde Eudes
Chargée colloques



Mélanie Gallienne
RH



Sandrine
Goldschmidt
Chargée de
communication et
des partenariats
extérieurs



Élise Guiraud
Chargée de
communication



Françoise Lemettré
Comptable



Christine Mirkovic
Assistante de
direction



Elen Rio
Coordinatrice
nationale



Lina Sibi
Formation

SALARIÉ · ES EN DÉLÉGATIONS



Sarah El Hamdani
Doubs



Rihannon Erdal
Doubs



Sofia Gutierrez
Pereira
Eure-et-Loir



Anne-Marie
Le Borgne
Haute-Garonne



Marie Habe
Hérault



Gaëlle Henry
Hérault



Alexandra
Jouhaneaud
Hérault



Magali Besnard
Indre-et-Loire



Emeline Sasse
Loire-Atlantique



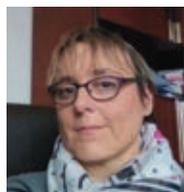
Marlène Chané
Moselle



Marylène Lecourt
Hauts-de-France



Chloé Crapoulet
Hauts-de-France



Laurence Mey-Witz
Bas-Rhin



Karine Bechler
Haut-Rhin



Gladys Mahouvé
Rhône



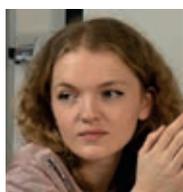
Sarah Haouzir Duran
Seine-Maritime



Agnès Nierenberger
Essonne



Katerina Fragkoulaki
Île-de-France



Louise-Marie
Giacomuzzo
Île-de-France



Léa Homet
Île-de-France



Benoît Kermorgant
Île-de-France



Ghania Khelifi
Île-de-France



Fanny Mercier
Martinique

Communiqués de presse nationaux

8 février 2023

Un engagement fort de la ministre mais l'impunité toujours de mise

Nous, associations de terrain accompagnant les personnes en situation de prostitution, agissant en prévention et au sein des stages de sensibilisation contre l'achat d'actes sexuels, saluons la volonté politique forte d'Isabelle Rome, ministre déléguée à l'Égalité femmes hommes, qui réunissait ce matin le comité de suivi de la loi du 13 avril 2016.

La ministre a démontré une volonté politique qui marque un réel engagement et une compréhension de la nécessité d'accélérer et d'améliorer la mise en œuvre de la loi de lutte contre le système prostitutionnel.

Nous prenons acte de la volonté de Mme Rome de réunir ce comité de suivi deux fois par an, et d'impulser auprès de tous les ministères concernés une nouvelle dynamique autour de cette politique publique. Sur les parcours de sortie, Mme Rome a souligné à quel point ce dispositif est précieux pour les personnes concernées. Aujourd'hui, elles sont 643 en PSP, un chiffre certes encore trop faible mais qui augmente chaque année.

1 enquête pour proxénétisme quand il y en a 1 000 pour trafic de stupéfiants

L'absence de Gérald Darmanin et d'Éric Dupont-Moretti, ministres de l'Intérieur et de la Justice, montre a contrario un réel manque de volonté politique pour faire avancer l'application de la loi. Nous le regrettons.

[...] Nous avons demandé à la ministre la tenue d'un groupe de travail pour identifier les difficultés d'application de la loi sur la pénalisation des « clients » prostitueurs de mineur·es et trouver des solutions rapides et concrètes. La loi existe depuis plus de 20 ans et l'État fait toujours les mêmes constats du peu de condamnations sans que rien ne change. Sans recours à la prostitution, la prostitution et le proxénétisme n'existeraient pas. L'impunité des pédo-criminels est inacceptable. L'inaction des pouvoirs publics l'est tout autant.

Nous demandons au gouvernement

- D'inscrire la lutte contre le système prostitutionnel dans les politiques prioritaires du gouvernement pour 2023 que la Première ministre Élisabeth Borne doit annoncer la semaine prochaine.
- D'augmenter très fortement les moyens d'action des associations comme des administrations dans la lutte contre ce système qui fait chaque année de nouvelles victimes.
- De financer et lancer des campagnes de sensibilisation du grand public à l'échelle nationale pour que la loi soit expliquée et comprise, et d'information des victimes quant à leurs droits.
- De réintégrer de façon explicite et visible aux niveaux local et national la prostitution dans la politique publique de lutte contre les violences faites aux femmes.

15 mars 2023

Last Girl First à Besançon

Lundi 13 mars au soir, la délégation du Mouvement du Nid du Doubs a organisé une conférence passionnante autour de la thématique « prostitution, abolitionnisme et droits des femmes : un regard international ».

La soirée accueillait en visioconférence trois femmes de trois pays différents, qui ont parlé de l'aspect international et transversal des oppressions à l'œuvre dans la prostitution, ainsi que de la législation en vigueur dans leur pays.

Héma Sibi, coordinatrice de l'étude *Last Girl First*, a présenté une partie de ce travail. CAP international est une coalition d'associations de terrain et de survivantes, présente de 33 pays. De l'Inde au Mexique en passant par l'Europe ou l'Afrique subsaharienne, partout le constat est le même, a expliqué la jeune femme : « *ce sont toujours les filles et les femmes issues des groupes les plus marginalisés qui sont le plus représentées dans la prostitution* ».

Ainsi, on apprend dans l'étude qu'aux États-Unis, 40 % des victimes de prostitution sont des Afro-américaines. Au Canada, les femmes des premières nations représentent près de 80 % des personnes prostituées alors qu'elles ne représentent que 4 % de la population féminine canadienne.

C'est effectivement ce que constate également, Pascale Lebrun, coordinatrice de projet à La Maison de Marthe au Québec. Elle rappelle que le parcours des personnes accompagnées est emprunt de facteurs de vulnérabilités. Selon elle, il est indispensable « *d'avoir une approche systémique du phénomène et de l'accompagnement* ».

Enfin en Belgique, Miréia Crespo, coordinatrice de l'association belge Isala soulignait l'importance d'une loi protectrice pour les personnes. En effet, depuis juin 2022, la Belgique décriminalise le proxénétisme et l'association s'inquiète des conséquences directes sur les personnes (en majorité des femmes migrantes) et de l'impunité qui continue à régner sur les proxénètes et les clients.

À l'issue de la soirée, le public, très à l'écoute, a vivement remercié les intervenantes pour la qualité des échanges. Selon une membre de l'équipe de la délégation « *ces échanges passionnants permettent de mettre en avant l'importance du travail et de l'expertise des différentes associations partout dans le monde* ».

Au début de la conférence, quelques personnes s'identifiant comme travailleuses du sexe se sont levées pour distribuer des tracts, s'estimant « exclues » de la conférence. Les organisatrices leur ont proposé de participer aux échanges lors du débat prévu à la fin, mais elles ont préféré quitter la salle.

Révélation de Mediapart sur le « porno français » Un système de violences prostitutionnelles à grande échelle !

Mardi, le site Internet d'information Mediapart publiait une nouvelle enquête de l'auteur Robin d'Angelo sur les agissements du « porno français », et notamment sur la complicité des diffuseurs avec les producteurs mis en examen dans le cadre des affaires judiciaires en cours. De nouvelles révélations qui confirment tous nos constats sur la prostitution filmée : un système de violences prostitutionnelles à grande échelle.

Pascal OP et Mat Hadix, mais aussi de nouveaux producteurs clés très liés aux « grands » du porno français (Jacquie et Michel et Dorcel) sont dénoncés dans l'article pour leur complicité, montrant ainsi, une nouvelle fois, que la violence n'est pas une dérive de l'industrie pornographique : elle en est le moteur. Plus précisément, l'enquête démontre à nouveau que, du recrutement au tournage, les stratagèmes mis en place par les principaux mis en cause relèvent de méthodes proxénètes. La mise sous emprise et l'exploitation de la vulnérabilité des victimes structurent leur mode opératoire.

Extraits des témoignages des victimes

« Même si j'avais voulu partir, je me retrouve en Normandie, loin de chez moi, entourée de cinq hommes », décrit une plaignante. Je ne pouvais plus faire demi-tour. « Je disais tout le temps que j'avais mal, mais personne n'a écouté », dit une autre.

L'article révèle l'usage de drogue et d'alcool par l'équipe de tournage en amont de celui-ci : « les enquêteurs ont dénombré que 70 % des 51 victimes auditionnées auraient consommé de l'alcool ou de la drogue avant la scène, souvent incitées par les producteurs ».

[...] « On se croirait dans nos formations, lorsque nous décrivons les méthodes systématiques des proxénètes dans la prostitution », constate une bénévole du Mouvement du Nid « Pressions, violences, emprise, usage de substances addictives pour passer outre le consentement éclairé, abus de vulnérabilité, c'est tout ce qui fait le système prostituteur qu'on retrouve dans les faits décrits dans ces articles » poursuit-elle.

Ces nouvelles révélations démontrent une fois de plus à quel point l'industrie des vidéos dites pornographiques est en fait un vaste système de viols et violences prostitutionnelles, de proxénétisme et de traite des êtres humains, à destination d'une demande masculine pour du sexe.

L'enquête est close depuis le 31 mai. Au total, une dizaine de producteurs et « hardeurs » sont mis en cause. 51 victimes ont témoigné, et 39 se sont constituées partie civile. Le Mouvement du Nid, comme Osez le féminisme ! Et Les Effrontés, s'est également porté partie civile,

Le Mouvement du Nid réaffirme son soutien aux victimes, et salue une nouvelle fois leur courage de témoigner. Nous demandons justice pour elles et toutes les autres exploitées par le système porno-prostituteur.

Pénalisation des clients de la prostitution : La CEDH ne se prononce pas sur le fond

Les associations de terrain accompagnant les personnes en situation de prostitution prennent acte de l'arrêt de la CEDH du 31 août 2023 jugeant recevable la requête contre l'interdiction d'achat d'actes sexuels et attendent une décision rejetant le bien-fondé de cette requête.

Le 6 décembre 2019, une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme a été introduite, afin de dénoncer la pénalisation des acheteurs d'actes sexuels instaurée par la loi n°2016-444 du 13 avril 2016. Cette saisine de la CEDH s'inscrit dans une démarche militante d'opposition à la loi visant à lutter contre le système prostitutionnel, dans la continuité de la question prioritaire de constitutionnalité rejetée par le Conseil constitutionnel en 2019.

Ce 31 août, la CEDH a rendu un arrêt jugeant la requête recevable tout en précisant que cette décision ne préjuge pas du bien-fondé des requêtes sur lequel la Cour se prononcera dans un prochain arrêt. « Il n'y a rien de nouveau sur le fond, seulement la confirmation que la CEDH se prononcera sur la requête après examen de possibles motifs d'irrecevabilité. Cette décision ne constitue absolument pas une remise en cause de la loi de 2016 et ne présume en rien de la future décision de la Cour sur le fond de la requête elle-même » explique Jonathan Machler, directeur de CAP International.

Nous, associations, sommes au contact direct de plusieurs milliers de personnes prostituées, qui nous font part de leurs difficultés, de leurs besoins. Leur expérience constitue la base de notre action associative et militante. Nos associations ont choisi d'être parties intervenantes dans ce dossier et espèrent que la Cour sera attentive à nos observations. Pour s'inscrire dans une démarche réellement protectrice des victimes de violences sexistes et sexuelles, elle ne peut répondre favorablement à cette requête.

« Il est évident que le modèle abolitionniste est le plus protecteur pour les personnes victimes du système prostituteur. En tant qu'actrices de terrain, nous constatons au quotidien que la prostitution touche majoritairement les plus vulnérables, les plus précaires, les personnes ayant déjà subi des violences sexistes et sexuelles. Les traumatismes générés par la prostitution sont profonds, durables. Être en situation de prostitution ne relève ni d'un choix individuel, ni d'une sexualité, ni d'une "expérience", mais s'insère dans un système intrinsèquement violent » explique Danielle Bousquet, présidente de la FNCIDFF. [...]

La suite sur mouvementdunid.org

Le Parlement européen se prononce pour l'abolitionnisme

Le Parlement européen appelle les États membres à adopter toutes les composantes du modèle abolitionniste de la prostitution.

CAP International, une coalition de 35 organisations de terrain) et de survivantes opérant dans 28 pays, qui a soutenu l'année dernière près de 18 000 personnes en situation de prostitution, salue l'adoption du rapport sur la réglementation de la prostitution dans l'UE : ses implications transfrontalières et son impact sur l'égalité des sexes et les droits des femmes, qui deviendra une résolution européenne. Ce vote est une victoire majeure pour les personnes prostituées, car il reconnaît la prostitution comme une forme de violence et appelle les États membres de l'UE à mettre en œuvre toutes les composantes du modèle abolitionniste.

Un système de violences

Tout d'abord, le Parlement européen affirme que la prostitution n'est ni une forme de travail ni un choix individuel, mais bien un système de violence basé sur de multiples schémas de discriminations :

« La prostitution n'est pas un acte individuel par lequel une personne loue son corps pour de l'argent, mais plutôt un système organisé pour le profit qui est intrinsèquement violent, discriminatoire et profondément inhumain et qui fonctionne comme une entreprise et crée un marché où les proxénètes planifient et agissent pour sécuriser et développer leurs marchés et où les acheteurs de sexe jouent un rôle clé en les incitant. »

Le Parlement souligne que la nature genrée de la prostitution et de son exploitation « reflète et reproduit les relations de pouvoir qui prévalent ; souligne que les discriminations intersectionnelles exacerbent encore davantage ce déséquilibre de pouvoir ; souligne que la majorité des personnes en situation de prostitution sont des femmes, ce qui creuse le fossé de l'inégalité entre les sexes ; souligne en outre que la prostitution et l'exploitation sexuelle sont à la fois une cause et une conséquence du traitement inégal des femmes et des hommes, du sexisme, du racisme, du validisme, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et qu'elles reproduisent et perpétuent les stéréotypes sur les femmes et les hommes, les autres sexes et les groupes marginalisés en général. »

Adopter toutes les composantes du modèle

Le Parlement européen appelle ensuite à l'adoption du modèle abolitionniste en adoptant toutes ses composantes :

Premièrement, la criminalisation de l'achat d'actes sexuels : « Le Parlement demande aux États membres de veiller à ce que soit puni pénalement le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir un acte sexuel d'une personne en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage. »

Le Parlement européen demande également la criminalisation de toutes les formes de proxénétisme : « Le Parlement européen demande aux États membres de veiller à ce que l'exploitation de la prostitution d'autrui soit punie pénalement. »

Le Parlement européen demande également la dépénalisation des personnes prostituées et leur accès à un parcours de sortie, comme le mettent en œuvre les organisations et pays abolitionnistes tels que la France notamment :

« Le Parlement demande aux États membres d'agir dans les domaines de la prévention, de la décriminalisation des personnes et surtout des femmes en situation de prostitution (...) Le Parlement note que la majorité des femmes en prostitution souhaiteraient en sortir et que, par conséquent, des efforts devraient être déployés pour promouvoir des alternatives et des voies de sortie afin que les femmes qui le souhaitent aient la confiance et le soutien, y compris l'aide de l'État, pour construire une vie exempte de violence et de prostitution. »

Le travail sexuel n'existe pas

Enfin, le Parlement européen critique vivement l'approche du « travail sexuel » mise en œuvre en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique, qui décriminalise et normalise le proxénétisme et l'achat d'actes sexuels, et reconnaît l'impact positif du modèle abolitionniste/Nordique :

« Le Parlement note que la décriminalisation du proxénétisme et de l'achat d'actes sexuels augmente la demande, renforce le côté de la demande et normalise l'achat d'actes sexuels ; souligne que la stigmatisation des personnes en prostitution persiste néanmoins dans ce système ; note que ce n'est que si la demande est réduite que le nombre de personnes qui y sont exploitées peut diminuer. (...) »

Le Parlement souligne que la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, y compris les abus sexuels sur les enfants, augmente en raison de la forte demande (...) cela est particulièrement visible dans les pays ayant un modèle réglementariste libéral, alors que des États membres comme la France et d'autres pays qui suivent des approches telles que le modèle nordique/égalité (abolitionniste) ne représentent plus de grands marchés pour la traite des êtres humains (...) souligne les effets positifs du modèle sur les droits des personnes, en particulier des femmes en situation de prostitution, l'effet normatif dans la société et la lutte contre la traite des êtres humains. »

Reconnaissance de la prostitution comme un système de violence, appel à la pénalisation de l'achat d'actes sexuels et du proxénétisme, dépénalisation et soutien aux personnes en situation de prostitution par la mise en place de parcours de sortie : le Parlement européen vient de manifester un soutien fort à l'adoption généralisée en Europe du modèle abolitionniste dans toutes ses composantes, et un rejet clair des systèmes de régulation qui dépénalisent et légalisent l'ensemble du système prostitutionnel.

Cette décision constitue une avancée importante en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, de justice sociale et de protection des minorités. Il s'agit d'une victoire majeure pour le mouvement abolitionniste, d'un appel clair aux États membres à adopter des législations abolitionnistes, comme l'ont déjà fait la Suède, l'Irlande et la France.

Il s'agit enfin d'un signal fort envoyé dans le cadre de la procédure en cours contre la législation abolitionniste française devant la Cour européenne des droits de l'homme : L'impact positif du modèle abolitionniste est reconnu en Europe et la majorité des représentant·es démocratiquement élu·es des peuples européens y adhèrent.

12 octobre 2023

Les associations prennent note des engagements de la ministre Bérengère Couillard

La ministre déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes a reçu ce matin les associations de lutte contre le système prostitutionnel et la traite des êtres humains et a réaffirmé sa volonté de mettre en place une stratégie interministérielle de lutte contre le système prostitutionnel. Nous, associations agissant auprès des personnes en situation de prostitution, saluons les annonces faites par la ministre en ce sens.

La société civile avait été associée au début de l'été à l'élaboration de deux politiques publiques très attendues, le plan national de lutte contre la TEH et la stratégie interministérielle de lutte contre le système prostitutionnel.

Nous tirons la sonnette d'alarme depuis plusieurs années sur la nécessité de coordonner la mise en œuvre de la loi de 2016 renforçant la lutte contre le système prostitutionnel, rejoignant l'évaluation qu'en avait fait les inspections gouvernementales en 2020 : la loi fonctionne là où elle est bien appliquée mais sa mise en œuvre est insuffisante.

Nous saluons le discours de la ministre qui a clairement réaffirmé la position abolitionniste du gouvernement et a déclaré s'inscrire « dans la continuité des initiateurs de la loi de 2016 » et « Que ce combat doit se poursuivre car la loi est bonne et son application trop peu effective ».

Elle a indiqué que la stratégie interministérielle de lutte contre le système prostitutionnel, distincte mais articulée avec le plan de lutte contre la TEH, serait présentée avant la fin de l'année. Elle visera, d'après les déclarations de la ministre, à la mise en œuvre de la loi de 2016 dans tous ses aspects et notamment le renforcement des commissions départementales de lutte contre la prostitution, la pénalisation des « clients » et du nombre de parcours de sortie prostitution. Cette stratégie intégrera également les mesures concernant les mineur·es, ce qui est cohérent pour prendre en compte le continuum entre la prostitution des mineur·es et des majeur·es.

Nous rappelons l'urgence de la mise en œuvre d'une stratégie globale à un niveau interministériel avec un engagement réel de tou·tes les ministres concerné·es, et la nécessité de rassembler un comité de suivi de la loi régulièrement, au moins deux fois par an. Cette stratégie doit être articulée avec les dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

19 novembre 2023

Rassemblement contre la marchandisation des filles et des femmes

Le 27 novembre à Strasbourg, un collectif international d'associations féministes et de survivantes de la prostitution organise un rassemblement devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à l'initiative de CAP international. Le Mouvement du Nid y participera.

Le 27 novembre 2023, nos organisations féministes, de terrain et de survivantes de la prostitution, françaises et européennes, se mobiliseront pour défendre la non-marchandisation des femmes et des filles en Europe.

Alors que la loi abolitionniste française et notamment sa disposition pénalisant l'achat d'actes sexuels est aujourd'hui mise en cause devant la Cour européenne des droits de l'Homme, nous souhaitons affirmer clairement notre soutien à la loi et au projet de société d'égalité entre les femmes et les hommes et de justice sociale qu'elle matérialise.

Notre collectif organisera un rassemblement devant la Cour européenne des droits de l'Homme de 13 h à 14 h auquel se joindront notamment des délégations françaises, allemandes et ukrainiennes. Une prise de parole sera organisée devant le parvis de la CEDH avec les différent·es intervenant·es. Nous invitons l'ensemble des citoyen·nes concerné·es à se joindre au rassemblement pour la sauvegarde des droits et de la dignité des femmes et des filles en Europe.

Une conférence de presse se tiendra à 15 h dans les locaux de la délégation du Bas-Rhin du Mouvement du Nid au 6 Rue d'Ingwiller.

Seront présentes des survivantes de la prostitution et activistes françaises, allemandes, espagnoles et ukrainiennes, des représentantes d'associations de terrain ainsi que de la CGT, qui feront part de leurs perspectives sur l'importance de la pénalisation de l'achat d'actes sexuels dans la lutte contre la marchandisation des femmes et des filles en Europe.

Y a quoi dans ma banane ?

Ce 20 novembre, à l'occasion de la Journée mondiale des droits des enfants, le Mouvement du Nid a présenté Y a quoi dans ma banane ? son nouveau site de prévention du risque prostitutionnel destiné aux collégien·nes, lors d'un événement à la Cité Audacieuse qui a réuni des professionnelles de l'éducation à la vie affective et sexuelle.

Alors que le risque prostitutionnel se situe désormais vers 13 ans, comment aider les collégien·nes à repérer qu'ils ou elles vivent une situation de violence, à détecter qu'un·e de leurs camarades est en danger, à les convaincre de demander de l'aide ?

« Y a quoi dans ma banane ? » incarne la démarche de prévention du Mouvement du Nid, qui rencontre plus de 20 000 jeunes chaque année en collèges et lycées. Dans le cadre de l'éducation à la sexualité, elle promeut l'égalité femmes-hommes et la réciprocité des désirs. Aider les jeunes à se projeter dans des modèles relationnels basés sur ces valeurs leur donne des armes pour se défendre face aux violences.

Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des Femmes, Claire Quidet, présidente du Mouvement du Nid, et Sylvie-Pierre Brossolette, présidente du Haut Conseil à l'Égalité (HCE), sont intervenues pour expliquer l'importance de la prévention auprès des jeunes et d'une éducation à la vie affective et sexuelle féministe.

Pour Claire Quidet, « La prévention prend de plus en plus de places dans nos actions car les personnes prostituées ont, pour la plupart, commencé leurs activités avant leur majorité. L'exposition à la violence sexuelle dès le plus jeune âge est souvent présente. Face à ces constats, nous pensons essentiel d'aider les jeunes, dans une posture de dialogue, afin de les aider à développer leur esprit critique et leur confiance en eux. C'est dans ce cadre que nous développons de nombreux outils de prévention, dont La Banane est le dernier-né ».

« Y a quoi dans ma banane ? »

Stéphanie Caradec, directrice du Mouvement du Nid, a présenté l'outil, développé par l'agence Bergamote.

« La Banane se situe au croisement de l'éducation à la sexualité et de la prévention de la prostitution, pour faire face à une multiplication des cas, notamment à travers le développement des réseaux sociaux », a-t-elle expliqué.

La parole a ensuite été donnée à nos intervenantes en prévention sur le terrain pour une table-ronde sur l'éducation à la vie affective et sexuelle. Katérina Fragkoulaki et Gaëlle Henry ont expliqué la démarche de notre association, dans une posture d'écoute et de dialogue avec les jeunes. Celia Guedj, chargée de la lutte contre le système prostitutionnel et de l'éducation à la vie affective et sexuelle à la Fédération nationale des CIDFF a présenté les actions de terrain en la matière. Enfin, Beatriz Beloqui, chargée de l'égalité filles garçons à l'Académie de Versailles, a présenté les diverses initiatives et montré l'implication de l'institution avec les associations, sur le terrain de la prévention.

Manifestons contre toutes les violences sexistes et sexuelles

Le Mouvement du Nid est signataire de l'appel 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh.

Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque. Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté. Femme, Vie, Liberté.

Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées (...) nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. À toutes celles que nous avons perdues.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps (...).

(...) Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations. Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes victimes de racisme, les femmes migrantes, sans papiers, les femmes précarisées, en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.

Une prise de conscience collective a eu lieu avec #MeToo. Elle n'est pas suffisante (...).

La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. (...) 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Mais leur parole peine toujours à être reconnue.

Bien plus, les mères qui cherchent à les protéger de l'inceste subi sont souvent elles-mêmes poursuivies et se voient retirer la résidence de leurs enfants. Au bout de 2 ans, le gouvernement veut supprimer la Commission Indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants sous prétexte que son travail est terminé. Nous exigeons son maintien.

(...)

Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains. Ceux-ci sont déjà à pied d'œuvre pour satisfaire l'augmentation de la demande de marchandisation du corps des femmes et des filles avec les Jeux Olympiques et Paralympiques en France en 2024.

Mobilisé · es au quotidien en 2023 !



Martinique : Campagne Si mwen té sav



25 novembre à Matignon



8 mars en Moselle



Rencontre à la Mairie de Paris avec la délégation ukrainienne



La Nuit des relais



8 mars à Paris

Sélection de presse

Julie

LE SITE du nid

Y a quoi dans ma banane ?

Sous ce titre amusant se cache un site de prévention contre les violences sexistes et sexuelles. Les sujets abordés sont donc difficiles, mais le site propose une boîte à outils pour se défendre et trouver de l'aide si l'on fait face à une telle situation. Jeux de rôles pour apprendre à se protéger des violences, histoires interactives, BD, agenda : si tu as besoin de t'informer et de trouver de l'aide, tu es au bon endroit.

Pour les plus grandes : <https://dansmabanane.mouvementdunid.org/>



Ya quoi dans ma banane ?

Janvier 2024

VIOLENCES SEXUELLES

Sensibiliser par le jeu

Le Mouvement du nid a récemment dévoilé une plateforme de prévention des violences sexistes et sexuelles à destination des collégiens. Un outil ludique, très bien fait, misant sur l'interaction. Il s'appuie ainsi sur un « sac banane virtuel » contenant des accessoires, écouteurs, portable, clés, etc. Les adolescents sont invités à cliquer sur chaque objet : ils découvrent alors des témoignages audios de victimes de prostitution, les numéros d'urgence, mais aussi des mises en situation via des conversations SMS. Les jeunes doivent alors choisir les réponses, débusquer les discriminations ou le risque de violence. Vrai « plus » : à chaque étape, ce site rappelle la loi et les comportements à adopter, en tant que victime ou témoin.

dansmabanane.mouvementdunid.org

#DÉFENDS-TOI CONTRE LES VIOLENCES!

La Charte de la page 20

Semaine du 1er décembre



30 novembre 2023

Le Monde des ados



Et toi, il y a quoi dans ta banane ? Le mouvement du Nid a lancé un site pour aider les collégien-nes à repérer les situations de violences sexistes et sexuelles. Il suffit de cliquer sur le contenu de ce sac banane virtuel (un portable, des clés...), et tu trouveras des infos et des jeux pour identifier les situations à risque.

dansmabanane.mouvementdunid.org

17 janvier 2024

Le journal de l'animation



Y a quoi dans ma banane ?

<http://tinyurl.com/web244-4>

Alors que les jeunes sont de plus en plus confrontés à des contenus pornographiques aux conséquences néfastes, « Y a quoi dans ma banane ? » veut aider à lutter contre le sexisme et les violences au quotidien.

L'initiative « Y a quoi dans ma banane ? », portée par le Mouvement du Nid, association active dans la prévention des violences sexistes et sexuelles, se situe au croisement de l'éducation à



3 février 2024

Le café pédagogique

Toute l'actualité pédagogique sur internet

22 novembre 2023



22 novembre 2023



L'association Le Nid appelle à un engagement citoyen, politique et culturel contre le système de la prostitution et l'ensemble des violences contre les femmes, elle intervient dans les établissements scolaires et dans des centres sociaux pour lutter contre les violences basées sur le genre. Retour avec sa Présidente, Claire Guidet, sur une démarche qui privilégie avant tout le parole des jeunes.

Novembre 2023

Prostitution de mineures à Valenciennes: «les clients, c'est une fabrique à proxénètes!»

Pour Bernard Lemette, le délégué régional du Mouvement du Nid qui accompagne les prostituées, la prostitution doit être « appréhendée dans sa globalité ».



Abonnés Article réservé aux abonnés



Accueil - Actualité - Politique - Loisirs - Annonces légales - Vidéos

PROSTITUTION : LE NID MISSIONNÉ PAR L'ÉTAT POUR ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC

12h06 - 22 mars 2023 - par La Presse de Vesoul



La préfecture de la Haute-Saône. © Philippe Courtois

Les travaux, qui s'échelonnent sur une année, permettront de mesurer l'ampleur de la prostitution en Haute-Saône, de préciser les profils des personnes victimes, et de proposer des pistes de travail en matière de prévention, de sensibilisation et de prise en charge des victimes.

"L'État est pleinement mobilisé dans la lutte contre le système prostitutionnel en prenant en compte le phénomène dans sa globalité : lutte contre le proxénétisme, renforcement de la prise en charge des victimes, mesures de prévention, ou encore interdiction de l'achat d'acte sexuel", souligne dans un communiqué, la préfecture de la Haute-Saône.

Novembre 2023

La préfecture du Rhône s'engage contre la prostitution et le proxénétisme

10 JUN 2023 À 16:00 PAR LA RÉDACTION 1 Commentaire

10 juin 2023



La préfecture du Rhône a signé une convention avec différentes associations du département pour aider les victimes de la prostitution, du proxénétisme et de la traite des êtres humains.

Le vendredi 9 juin, la préfecture du Rhône a annoncé avoir signé, avec l'Union Départementale des Missions Locales du Rhône et de la Métropole de Lyon, L'Amicale du Nid et le Mouvement du Nid une "convention de partenariat visant à promouvoir et faciliter l'accompagnement des victimes, mineures et majeures, de la prostitution, du proxénétisme et de la traite des êtres humains" explique le communiqué de presse.

A lire aussi : Prostitution à Gerland : "on ne fait que déplacer le problème"

Coordonner ses actions avec les associations

La Marseillaise

ACCUEIL POLITIQUE SOCIAL SOCIÉTÉ SECONDAIRE FRANCE INTERNATIONAL ENVIRONNEMENT SPORT CULTURE ÉCRIS

RECHERCHER SE CONNECTER

DANS L'ACTU PHOTO JON #MUSEELANEPUBLIQUE #MALLAWCETONTAUXIS #MREKING

Home Économie

2 livres pour enfants proposés sur PDI

Apprenez CITEO

Trouvez votre entreprise

Cherchez un emploi

Les lycéens embarqués dans le parcours d'une prostituée

Quelques 120 lycéens de l'établissement Paul-Langevin ont assisté à une lecture théâtrale de livre « J'ai jamais aimé » retraçant l'échange entre une étudiante ancrée dans la prostitution et François Wollant, représentant du Mouvement du nid.



Les échanges de livres - Communiqué de presse - 11 mai 2023 - 10:00

11 mai 2023

4 décembre 2023



Le Mouvement du Nid : Agir sur les causes et conséquences de la prostitution

Aujourd'hui nous recevons, Alexandra Jouhaneaud, chargée de mission au sein de l'association, le Mouvement du Nid : association reconnue d'utilité publique agissant en soutien aux personnes prostituées. Implanté dans toute la France, le Mouvement du Nid est à la fois une association de terrain et un mouvement de société : il appelle à un engagement citoyen, politique et culturel contre le système de la prostitution et l'ensemble des violences contre les femmes.

23 avril 2023

martinique 1

Prostitution des mineurs : un phénomène inquiétant en augmentation en Martinique



Un reportage de Franck Zuber et Constantin Bertrand - ©Martinique la 1ère

Partager :

Les premiers résultats de l'étude "Si Mwen Te Sav" de l'association féministe Le Mouvement du Nid sur les comportements prostitutionnels en Martinique ont été publiés le vendredi 24 novembre. Ils montrent que ce phénomène est en forte croissance en Martinique chez les jeunes femmes et en particulier chez les mineurs. Cet acte serait également de plus en plus banalisé en Martinique.

26 novembre 2023



Face à Face avec Louise DUCHATEAU, Chargée de mission bénévole Mouvement du Nid.

Chaque soir, Barbara JEAN-ELIE échange avec celles et ceux qui font la Martinique.

- Les nouveaux visages de la prostitution des mineurs
- Si Mwen té sav' pour comprendre la prostitution des mineurs
- Si Mwen té sav' pour sensibiliser les jeunes

5 décembre 2023

Retrouvez nos activités
sur notre site

www.mouvementdunid.org

Avec le flashcode juste ici ▼



Nos actions - Notre revue - Témoignages - Contactez-nous

Rechercher



Avec les personnes prostituées
contre le système prostitueur

Mes actions de terrain >

Découvrez
notre site jeune public

dansmabanane.mouvementdunid.org

Avec le flashcode juste ici ▼

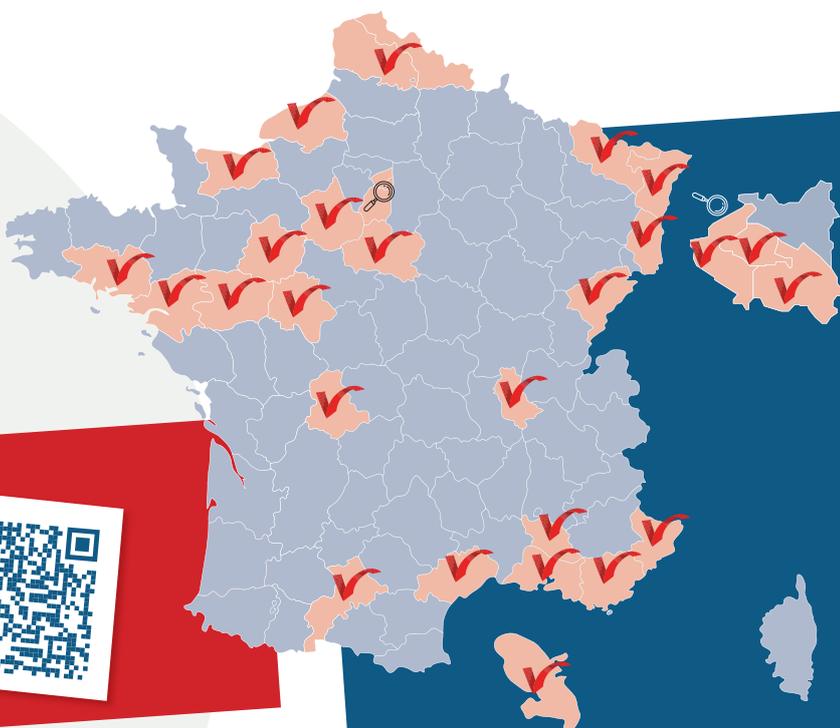


Les délégations
du Mouvement du Nid

Retrouvez
l'ensemble
des coordonnées
de nos équipes



Avec le flashcode juste ici ▶





PODCAST

LA VIE EN ROUGE



Retrouvez tous les épisodes du podcast
sur les plateformes de podcast et via ce QR code !

